

Natura 2000 *et les milieux aquatiques*



La Drôme, une rivière dynamique classée en partie site Natura 2000.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Mme Larrue pour m'avoir guidée dans la réalisation de mon projet.

Je tiens aussi à remercier tout particulièrement :

- ↳ Mr Michelot pour avoir répondu à mes questions et pour m'avoir fourni un document en cours de réalisation.
- ↳ Mr Pissavin, chargé de mission du site « Moyenne vallée du Rhône », pour m'avoir communiqué de la documentation sur le site et pour avoir répondu aux questions que je me posais.
- ↳ Mme Bride, de la Communauté de Communes du Guillestrois et rédactrice du document d'application du site « Hautes vallées de la Durance et du Guil » pour avoir répondu à mes différentes questions.
- ↳ Mme Poumarat, de la DIREN Centre, pour m'avoir laissée consulter certains documents et pour m'avoir fourni de la documentation sur la Directive Oiseaux.

Enfin, je remercie toutes les personnes que j'ai contactées et qui m'ont fait parvenir la documentation dont j'avais besoin.

Annexe n°1 :

La directive « Oiseaux »

Annexe n°2 :

La directive « Habitats »

Annexe n°3 :
Fiches des habitats génériques d'eau douce

Fiche 3220 : Rivières alpines et leurs végétations ripicoles herbacées

Fiche 3230 : Rivières alpines et leurs végétations ripicoles ligneuses à Myricaire
d'Allemagne

Fiche 3240 : Rivières alpines et leurs végétations ripicoles ligneuses à Saule drapé

Fiche 3250: Rivières méditerranéennes à débit permanent à Pavot cornu

Fiche 3260 : Rivières des étages planitaire à montagnard avec végétation de renoncules

Fiche 3270: Bacs de vases fluviales des rivières submontagnardes

Fiche 3130: Eaux oligotrophes avec végétation à Littorella ou Isoetes

Fiche 3140: Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique de characées

Fiche 3150: Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou Hydrocharition

Annexe n°4 :

Fiches des habitats génériques forestiers

Fiche 91E0 : Forêts alluviales résiduelles

Fiche 91F0: Forêts mixtes de chênes, ormes et frênes bordant les grands fleuves

Fiche 92A0: Forêts galerie à *Salix alba* et *Populus alba*

Sommaire

	PAGE
Résumé	3
Glossaire	4
Introduction	5
A. Le réseau Natura 2000	6
1) QU'EST-CE QU'UNE DIRECTIVE EUROPEENNE ?	6
2) LA DIRECTIVE « OISEAUX » (2 AVRIL 1979)	6
3) LA DIRECTIVE « HABITATS » (21 MAI 1992)	7
4) NATURA 2000	11
5) LES DOCUMENTS D'OBJECTIFS	13
B. Etude de deux documents : le Rhône et la Durance	15
1) PRESENTATION DES SITES	16
1.1 La moyenne vallée du Rhône et basses vallées de la Drôme et du Roubion.	16
1.2 Les vallées de la Haute Durance et du Guil	21
2) QUE PROPOSE-T-ON DANS UN DOCUMENT D'OBJECTIFS ?	24
3) LES PROPOSITIONS DU SITE « MOYENNE VALLEE DU RHONE ET BASSES VALLEES DE LA DROME ET DU ROUBION »	25
3.1 Gestion de l'hydrosystème	25
3.2 Gestion des habitats naturels	27
3.3 Gestion des espèces d'intérêt patrimonial	31
4) LES PROPOSITIONS DU SITE « VALLEES DE LA HAUTE DURANCE ET DU GUIL	33
4.1 Mesures de gestion, préservation et restauration des cours d'eau et habitats aquatiques	33
4.2 Mesures de préservation et de restauration des espèces aquatiques	35
4.3 Mesures de préservation et de restauration de la ripisylve et des milieux associés aux cours d'eau	35
C. La gestion des sites Natura 2000 comportant des milieux aquatiques	38
1) ANALYSE DES PROPOSITIONS DES DOCUMENTS ETUDIES	38
2) COHERENCE ENTRE NATURA 2000 ET LES DOCUMENTS EXISTANTS OU A VENIR	42
Conclusion	45
Bibliographie	47
Table des matières	49
Liste des annexes	51

Table des illustrations

	PAGE
Figure n°1 : Désignation des sites en tant que zone Natura 2000, pour la directive Oiseaux et la directive Habitats.	8
Carte n°2 : Localisation des SIC en France	10
Figure n°3 : Calendrier de la mise en place du réseau Natura 2000 en France	12
Figure n°4 : La réalisation du document d'objectifs et les différents acteurs impliqués	14
Carte n°5 : Localisation des sites du document d'objectifs « Moyenne vallée du Rhône »	18
Photo n°6 : Réserve naturelle de l'île de la Platière (rive droite)	19
Photo n°7 : Réserve naturelle de l'île de la Platière (rive gauche)	19
Photo n°8 : Le Rhône court-circuité sur le site de Donzère (en amont de Bourg St Andéol)	19
Photo n°9 : Le Roubion (commune de Charols)	20
Photo n°10 : La Drôme dans la Réserve naturelle des Ramières	20
Carte n°11 : Localisation du site du document d'objectifs « Hautes vallées de la Durance et du Guil »	22
Photo n°12 : La Durance sur les communes de Champcella et de la Roche-de-Rame	23
Photo n°13 : Tronçon court-circuité en situation de débit réservé (centrale EDF de l'Argentière)	23
Photo n°14 : Cours amont du Guil (commune de Ristolas)	23
Photo n°15 : Confluence Guil-Durance (communes de Guillestre et Eygliers)	23
Photo n°16 : L'adoux de Barrachin-Grépon à Champcella	34
<hr/>	
Tableau n°I : Habitats et espèces de la directive Habitats présents sur le site du Rhône	17
Tableau n°II : Habitats et espèces de la directive Habitats présents sur le site de la Durance	21
Tableau n°III : Synthèse des objectifs et actions pour le document d'objectifs du Rhône	32
Tableau n°IV : Synthèse des objectifs et actions pour le document d'objectifs de la Durance	37

Résumé

Le réseau Natura 2000 regroupera à terme l'ensemble des ZPS issues de la directive Oiseaux et des ZSC issues de la directive Habitats. Ce réseau, qui conciliera les exigences écologiques des habitats naturels et des espèces avec les activités économiques, concerne notamment certains sites fluviaux. Les documents d'objectifs, rédigés pour chaque site et après concertation locale, fixent les orientations de gestion et de conservation des habitats et des espèces recensés sur le site.

Dans ce rapport, les propositions de gestion de deux documents d'objectifs de sites fluviaux ont été étudiées : les sites « Moyenne vallée du Rhône » et « Vallées de la Haute Durance et du Guil ». Sur ces sites, présentant des habitats et des espèces similaires, la gestion du milieu a été envisagée différemment, du fait des particularités et du contexte local. Le site du Rhône est véritablement axé sur le cours d'eau. Il présentait de nombreux documents déjà en place, la mise en place des actions et la gestion à l'échelle du bassin est donc facilitée. Pour le site de la Durance, les pelouses sèches étaient la problématique principale, d'où une gestion peu axée sur les milieux aquatiques. La démarche Natura 2000 n'a donc pas trop renforcé la prise en compte des rivières.

Ce réseau a globalement engendré de nombreuses réticences et sa mise en place a donc été difficile. Il permet cependant de pointer les problèmes. Mais pour les sites fluviaux, il n'est pas toujours la meilleure solution à une gestion globale du cours d'eau et de son bassin versant.

Mots-clés : Natura 2000, gestion, milieux aquatiques, document d'objectifs, directive Habitats

Abstract

















Natura 2000 network will group together SPA (Special Protection Area) of Birds Directive and SAC (Special Area of Conservation) of Habitats Directive. This network, which will conciliate ecological requirements of natural habitats and species with economic activities, concerns few river sites. The objectives' documents, written for each site after local negotiation, fix management and preservation orientations of habitats and species which are present in the site.

In this report, I have studied management propositions of two objectives' documents of river sites : "Moyenne vallée du Rhône" and "Vallées de la Haute Durance et du Guil". On these sites, presenting similar habitats and species, the management of the environment was considered differently because of their characteristics and local context. Rhône's site is really based on the river. A lot of documents have already been applying, so actions and management at the catchment's scale is easier now. Concerning Durance's site, dry grasslands were the main issue, so the management is not focus on water environment. In this case, Natura 2000 has not intensified the awareness of river problems.

This network has instigated a lot of hesitations and so its realization is difficult. But it permits to point up problems. For the river sites, Natura 2000 is not always the best solution for the management of rivers and their catchments.

Key words: Natura 2000, management, water environment, objectives' document, Habitats Directive

Glossaire

-  **Comité de pilotage** : réuni sous la présidence du préfet du département, c'est l'organe central du processus de concertation. Il examine, amende et valide les documents et propositions que lui soumet l'opérateur. Les membres sont des personnes qui représentent un enjeu ou un intérêt majeur pour le site.
-  **DOCOB** : abréviation des DOcuments d' Objectifs
-  **FNE** : France Nature Environnement
-  **Freydière** : bras secondaire alimenté par la nappe phréatique uniquement (il est déconnecté en amont). Ces milieux présentent donc une eau de très bonne qualité. La connexion avec la rivière par l'amont n'est possible que lors des crues. (appellation locale)
-  **Habitat générique** : intitulé de l'habitat tel que proposé par le Manuel d'interprétation des habitats de la Commission Européenne.
-  **Habitat élémentaire** : les habitats génériques sont déclinés en plusieurs habitats élémentaires (plus faciles d'identification). Les critères de déclinaison et le nombre de déclinaisons sont variés.
-  **Habitat naturel** : zone terrestre ou aquatique qui se distingue par ses caractéristiques géographiques, physiques et biologiques, qu'elles soient naturelles ou semi-naturelles. Il peut s'agir d'un grand type de milieu ou d'écosystème plus restreint.
-  **Habitat d'espèce** : milieu défini par des facteurs physiques et biologiques spécifiques, où vit l'espèce à l'un des stades de son cycle biologique et pour l'ensemble de ses activités vitales.
-  **LPO** : Ligue de Protection des Oiseaux
-  **MNHN** : Muséum National d'Histoire Naturelle
-  **Opérateur** : choisi par le préfet, l'opérateur est le maître d'œuvre du document d'objectif. Il a en charge la réalisation du document d'objectifs et la mise en place de la gestion du site Natura 2000.
-  **SAGE** : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
-  **SDAGE** : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
-  **SIC** : Site d'Importance Communautaire. Phase précédant la mise en place des ZSC.
-  **ZPS** : Zone de Protection Spéciale (établie par la Directive « Oiseaux »)
-  **ZSC** : Zone Spéciale de Conservation (établie par la Directive « Habitats »)

Introduction

En Europe et partout dans le monde, les habitats naturels ne cessent de se dégrader et un grand nombre d'espèces sauvages sont menacées. La nature que nous observons de nos jours est le plus souvent le résultat de l'utilisation de l'espace par les générations d'hommes qui se sont succédées sur le territoire.

Depuis de nombreuses années, la France et la Communauté Européenne ont pris conscience de ces phénomènes et ont engagé une politique environnementale afin de préserver la nature sur le territoire européen.

Les années 70 voient apparaître, ou se renforcer, les textes relatifs à la protection de la nature. En 1979, le conseil des ministres de la Communauté européenne adopte la directive sur la conservation des oiseaux sauvages qui vise à protéger les oiseaux mais également les milieux dont ils dépendent.

La directive Habitats, adoptée en 1992, vise non seulement à protéger les plantes et les animaux les plus menacés, mais surtout des types d'habitats naturels en tant que tels, et non plus comme milieu de vie d'espèces. Cette directive contribue également à la réalisation de la convention sur la biodiversité adoptée au « Sommet de la Terre » de Rio en 1992.

La création, à terme, du réseau Natura 2000 qui regroupera l'ensemble des sites désignés en application de ces deux directives, permettra de maintenir la diversité biologique des milieux à l'échelle européenne.

De par sa situation au carrefour des 4 principales régions biogéographiques de la Communauté, la France est particulièrement concernée par la constitution de ce réseau. Notre patrimoine naturel est en effet l'un des premiers d'Europe par sa richesse, son importance et sa grande diversité.

Les cours d'eau, ainsi que la faune et la flore qui les peuplent, sont des milieux qui rentrent complètement dans le cadre de ces deux directives et donc dans le réseau Natura 2000. L'objectif de ce rapport est de savoir comment ces milieux vont être pris en compte et comment vont-ils être gérés au sein de ce réseau européen.

Ce projet est une synthèse bibliographique des différents documents que j'ai pu récupérer sur le sujet et aborde particulièrement le cas de deux sites sur lesquels je me suis basée pour ma réflexion.

La première partie vise à rappeler les dispositions prises à travers les deux directives et leur application sur le territoire français. En deuxième partie, je détaillerai deux documents d'objectifs de sites pilotes et plus particulièrement les propositions qui ont été réalisées sur les milieux aquatiques et les espèces inféodées à ces milieux. Enfin, en troisième partie, j'analyserai ces propositions et j'étudierai la relation entre Natura 2000 et les documents de planification existants sur le même territoire que ces sites.

A. Le réseau Natura 2000

1) QU'EST-CE QU'UNE DIRECTIVE EUROPEENNE ?

C'est à la Commission européenne qu'il appartient de mettre au point un projet de directive. Celle-ci adresse ensuite ce projet au Conseil de Ministres de la Communauté qui après réception des avis du Parlement Européen et du Conseil économique et social, arrête le texte définitif de la directive.

Une fois notifiée, la directive fait obligation aux états membres de la Communauté Européenne de rendre conforme leur droit national au droit communautaire dans un délai prescrit. Mais elle laisse à chacun le choix des moyens, notamment juridiques, pour parvenir aux résultats escomptés. La Commission exerce cependant un pouvoir de contrôle et peut, le cas échéant, poursuivre les Etats membres devant la Cour de Justice des Communautés Européennes (Lavoux T. *et al.* 1993).

La loi du 3 janvier 2001 permet au gouvernement de transposer par ordonnances les directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire. L'ordonnance n° 2001-321 du 11 Avril 2001 traduit en droit national les dispositions des directives Oiseaux et Habitats et confirment les principes généraux applicables dans les sites Natura 2000.

2) LA DIRECTIVE « OISEAUX » (2 AVRIL 1979)

Cette directive concerne la conservation de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen (Annexe n°1). Elle a pour objet la protection, la gestion et la régulation de ces espèces et en régleme l'exploitation (Art 1). Elle touche aussi bien les oiseaux que leurs oeufs, leurs nids et leurs habitats (Art 2).

Les états doivent prendre toutes les mesures qu'ils jugent nécessaires pour préserver, maintenir ou rétablir une diversité et une superficie suffisantes d'habitats pour toutes les espèces d'oiseaux mentionnées (Art 3).

Des Zones de Protection Spéciales (ZPS) seront créées pour répondre à la directive. Elles concerneront les territoires les plus appropriés à la conservation des espèces citées en annexe I (espèces bénéficiant de mesures de conservations spéciales concernant leur habitat). Ce seront des zones de protection avec entretien des habitats à l'intérieur et à l'extérieur de ces zones (Art 4). La pollution, la détérioration des habitats et les perturbations significatives sont à éviter. Une ZPS pourra également être créée pour les espèces migratrices non visées à l'annexe I mais dont la venue sur le territoire est régulière.

Les espèces figurant en annexe II peuvent être chassées et celle de l'annexe III peuvent être vendues et transportées (dans des conditions respectant la directive et signalées en annexe IV).

En France, l'inventaire des ZICO (Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux) a servi de base à la délimitation des ZPS retenues. La LPO, en collaboration avec d'autres organismes, a ainsi répertorié 285 ZICO qui couvrent environ 47500 km², soit 8.6% du territoire (FNE, 2002).

La procédure de désignation en ZPS est conduite localement sous la responsabilité du Préfet. Celui-ci doit soumettre la proposition de sites au ministre de l'environnement qui prendra un arrêté de désignation comme zone Natura 2000. La Commission Européenne en sera informée, l'inscrira sur la liste européenne et s'assurera de la cohérence des zones désignées. Il y a une obligation de résultat, mais il n'y a pas de délais pour mettre en place les ZPS (Figure n°1).

Une grande variété d'oiseaux habitent le long des cours d'eau, dans le lit et plus encore sur les rives. Ils sont exposés à de multiples interventions humaines (entretien des berges par exemple). De nombreuses espèces d'oiseaux visées en annexe I ont donc pour habitat ou zone d'alimentation/reproduction les cours d'eau ou les zones humides liées au cours d'eau (roselières, ripisylve, grèves, saulaies inondées, rives, bancs de sable...). Il s'agit par exemple du Martin-pêcheur d'Europe, de l'Aigrette garzette, de la Grande Aigrette, de la Sterne naine, de la Sterne pierregarin...

La France est assez en retard concernant cette directive. En effet, on ne dénombre que 117 sites classés, soit 1.6% du territoire, ce qui la place dernière au niveau européen. Elle doit donc désigner de nouveaux sites car le nombre et la superficie des ZPS restent insuffisants pour assurer une protection appropriée des espèces, d'autant que le territoire français est fréquenté par plus de 80% des espèces d'oiseaux les plus fragiles à l'échelle européenne (MATE (2), 2002).

3) LA DIRECTIVE « HABITATS » (21 MAI 1992)

En Mai 1992, le Conseil des Communautés Européennes a adopté une directive dite Directive Habitats (directive 92/43/CEE du 21 Mai 1992) qui a pour ambition de constituer un cadre global et cohérent pour la protection de la nature en Europe. (Annexe n°2)

Elle a pour objet de contribuer à assurer la biodiversité sur le territoire européen. Les mesures prises au titre de cette directive visent à assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages d'intérêt communautaire. Ces mesures tiennent compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales et locales (Art 2).

Chaque état membre devra désigner des sites en tant que Zone Spéciale de Conservation (ZSC) en fonction de la représentation sur son territoire des habitats naturels figurant en annexe I et des habitats des espèces figurant en annexe II (Art 3). Dans les zones spéciales de conservation, les états doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la conservation des habitats et pour éviter leur détérioration. Les plans et projets susceptibles d'affecter un site de manière significative doivent suivre une procédure particulière, en faisant notamment l'objet d'une évaluation des incidences, avec éventuellement des mesures compensatoires (Art 6).

La directive a également fixé 2 listes d'espèces nécessitant une protection stricte pour l'une et des mesures de gestion pour l'autre. La première (annexe IV) est constituée d'espèces nécessitant l'interdiction de leur capture, leur mise à mort, leur perturbation, la destruction de leurs œufs et la détérioration de leurs sites de reproduction ou de repos. La deuxième (annexe V) indique les espèces

Procédure de désignation comme zone Natura 2000

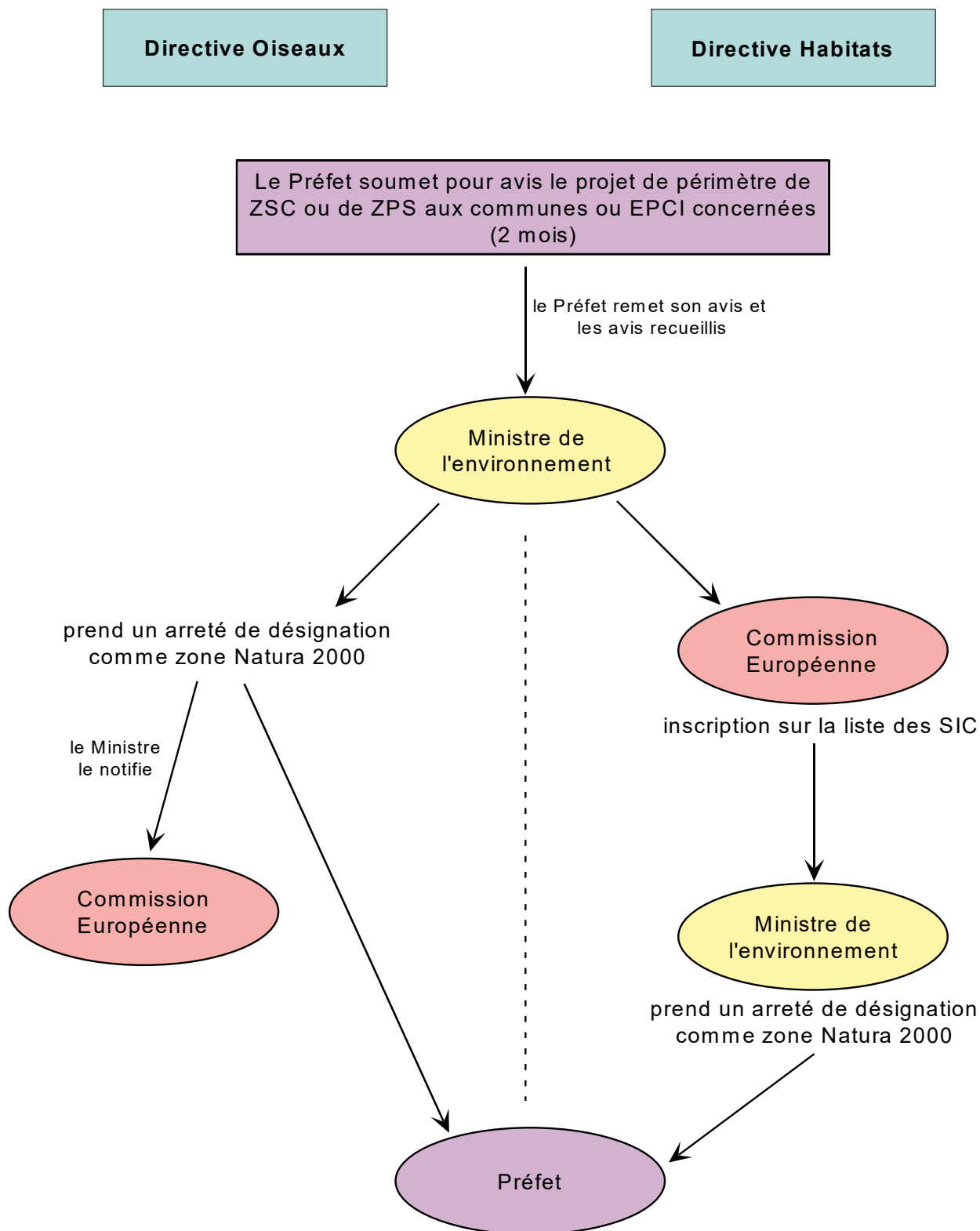


Figure n°1 : Désignation des sites en tant que zone Natura 2000, pour la directive Oiseaux et la directive Habitats

pour lesquelles il est souhaitable que les Etats examinent les mesures réglementaires disponibles pour assurer leur bon état de conservation.

Les états doivent également encourager la gestion des éléments du paysage qu'ils considèrent essentiels à la migration, à la distribution et à l'échange génétique des espèces sauvages ; instaurer des systèmes de protection stricte pour les espèces animales et végétales menacées et étudier l'opportunité de réintroduire ces espèces sur leur territoire ; interdire l'utilisation de moyens non sélectifs de prélèvement, de capture et de mise à mort pour certaines espèces.

Tous les 6 ans, les états feront un rapport des dispositions prises en application de la directive. La Commission élaborera un rapport de synthèse sur la base de ces rapports.

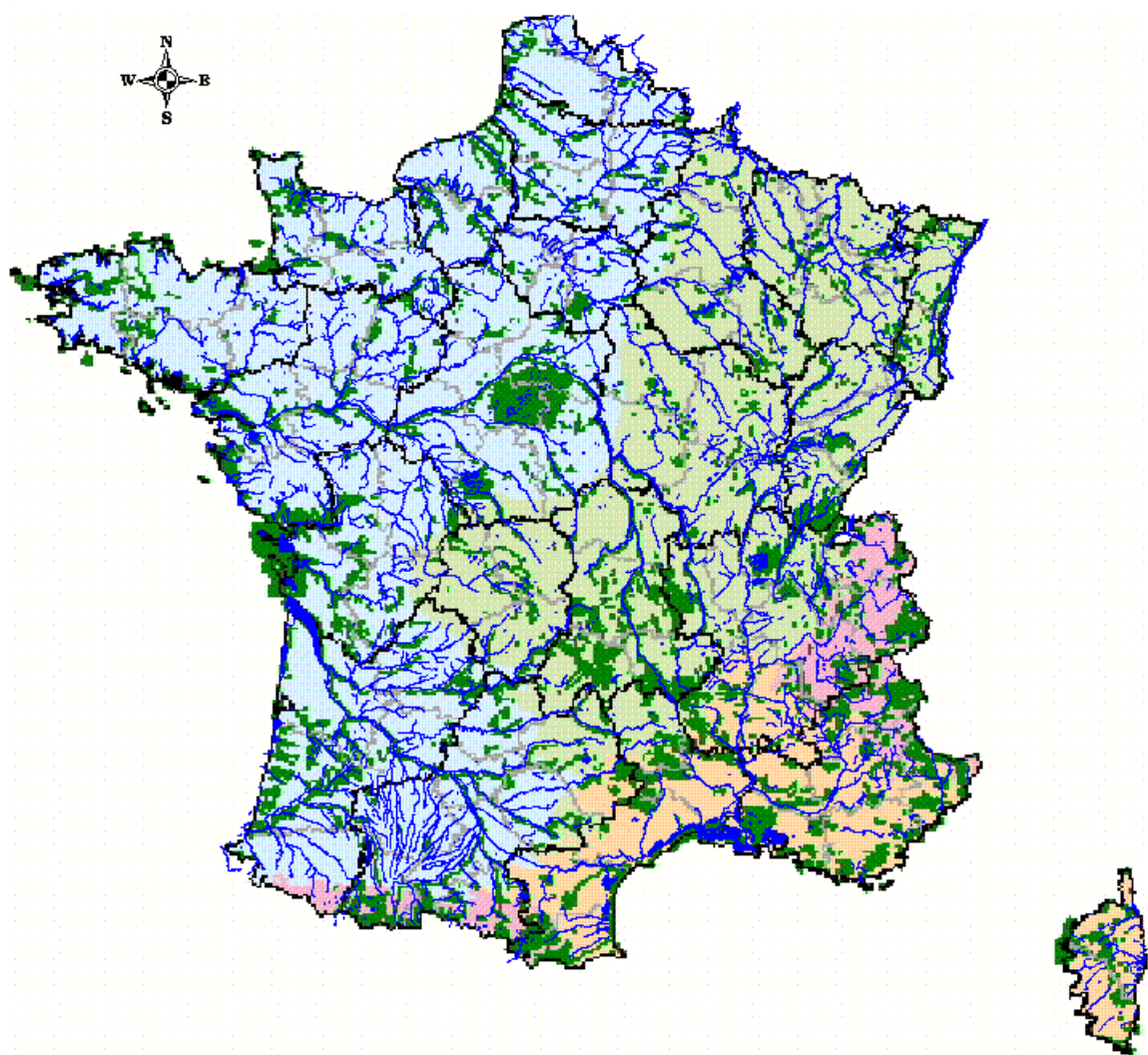
Le Préfet de département doit transmettre une liste de sites au Ministre de l'environnement. La Commission européenne doit s'assurer que les listes de sites proposés par les Etats sont suffisantes. C'est l'objet des séminaires biogéographiques qui sont constitués de représentants de la Commission européenne, des Etats concernés, des organismes non gouvernementaux ainsi que d'experts scientifiques (MATE (1), 1999). La Commission inscrira alors les sites comme SIC et le Ministre de l'environnement pourra prendre un arrêté de désignation comme zone Natura 2000 (Figure n°1).

La France présente 127 habitats naturels et 139 espèces animales/végétales recensés dans la Directive Habitats. Dans les 127 habitats naturels, on dénombre 27 habitats humides génériques, dont 8 en eaux courantes (soit 20 habitats élémentaires)

La France compte actuellement 343 sites liés aux habitats d'eaux courantes et répartis comme suit (d'après le site du Ministère de l'environnement – réf de Janvier 2003):

- ◆ Rivières alpines avec végétation ripicole herbacée (26 sites)
- ◆ Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à *Myricaria germanica* (9 sites)
- ◆ Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à *Salix elaeagnos* (27 sites)
- ◆ Rivières permanentes méditerranéennes à *Glaucium flavum* (13 sites)
- ◆ Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du *Ranunculion fluitantis* et du *Callitricho-Batrachion* (211 sites)
- ◆ Rivières avec berges vaseuses avec végétation du *Chenopodion rubri p.p.* et du *Bidention p.p.* (37 sites)
- ◆ Rivières permanentes méditerranéennes du *Paspalo-Agrostidion* avec rideaux boisés riverains à *Salix* et *Populus alba* (13 sites)
- ◆ Rivières intermittentes méditerranéennes du *Paspalo-Agrostidion* (7 sites)

La France a déjà proposé 1109 sites au titre de cette directive (carte n°2), soit 6.9% du territoire, ce qui reste assez faible et encore insuffisant.



Légende

- zone alpine
- zone continentale
- zone atlantique
- zone méditerranéenne
- ZSC
- réseau hydrographique

source: Ministère de l'Environnement

©Francièmes® CLARITAS – tous droits réservés

Carte n°2 : Localisation des SIC en France

4) NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 sera constitué à terme des ZSC issues de la directive Habitats et des ZPS issues de la Directive Oiseaux. Ce réseau écologique cohérent d'espaces recensera donc un ensemble d'habitats et d'espèces menacées ou vulnérables. Il vise également à intégrer une logique de développement économique local, indispensable pour envisager une gestion à long terme. Il permettra de conserver la diversité génétique d'espèces et de types d'habitats naturels. Le réseau Natura 2000 doit constituer un atout supplémentaire pour l'aménagement du territoire et pour la valorisation du patrimoine naturel (MATE (2), 2002).

Un site ne figurera dans le réseau qu'avec l'accord des interlocuteurs concernés. Par ailleurs, il ne s'agit pas de tout protéger, mais bien de sélectionner un réseau de sites complémentaires et représentatifs, sur lesquels seront menées des actions et seront maintenues des activités pour conserver et gérer ce patrimoine. Des plans et des mesures de gestion appropriés doivent être mis en place par les Etats. Ces sites Natura 2000 n'auront qu'exceptionnellement le statut d'espaces protégés, et il n'est pas question d'opposer la nature aux activités humaines. Au contraire certains habitats naturels ont une richesse biologique qui provient directement de l'activité humaine.

Un comité national de suivi est chargé d'assister et de coordonner la mise en place du réseau Natura 2000, en donnant les grandes orientations de l'application de la directive au niveau national. C'est une instance consultative qui n'a rien d'officiel.

De la même façon, les Préfets de département ont mis en place des comités départementaux de suivi chargés de regrouper les avis des différents acteurs locaux et de servir de point d'appui et d'orientation à chaque comité de pilotage.

Ce réseau donnera lieu à l'élaboration de contrats Natura 2000. Ces contrats sont passés entre l'Etat (via le Préfet de département) et les propriétaires fonciers ou les exploitants de terrains situés sur le site. Ils seront d'une durée minimale de 5 ans.

Ils devront être conformes aux orientations de gestion définies par le document d'objectifs. Ces contrats comprennent un descriptif des opérations à mener pour mettre en oeuvre les objectifs de conservation, un descriptif des engagements correspondant aux bonnes pratiques, un descriptif des engagements ouvrant droit à contrepartie financière ainsi que les modalités de versement des aides.

Les contrats conclus par les exploitants agricoles prendront la forme de contrats territoriaux d'exploitation (CTE) ou de mesures agro-environnementales (MAE) hors CTE (MATE (3), 2002).

La figure n°3 récapitule les grandes étapes de la mise en place du réseau Natura 2000 et les différentes lois ou décrets encadrant ce réseau.

Mise en place du réseau Natura 2000 en France

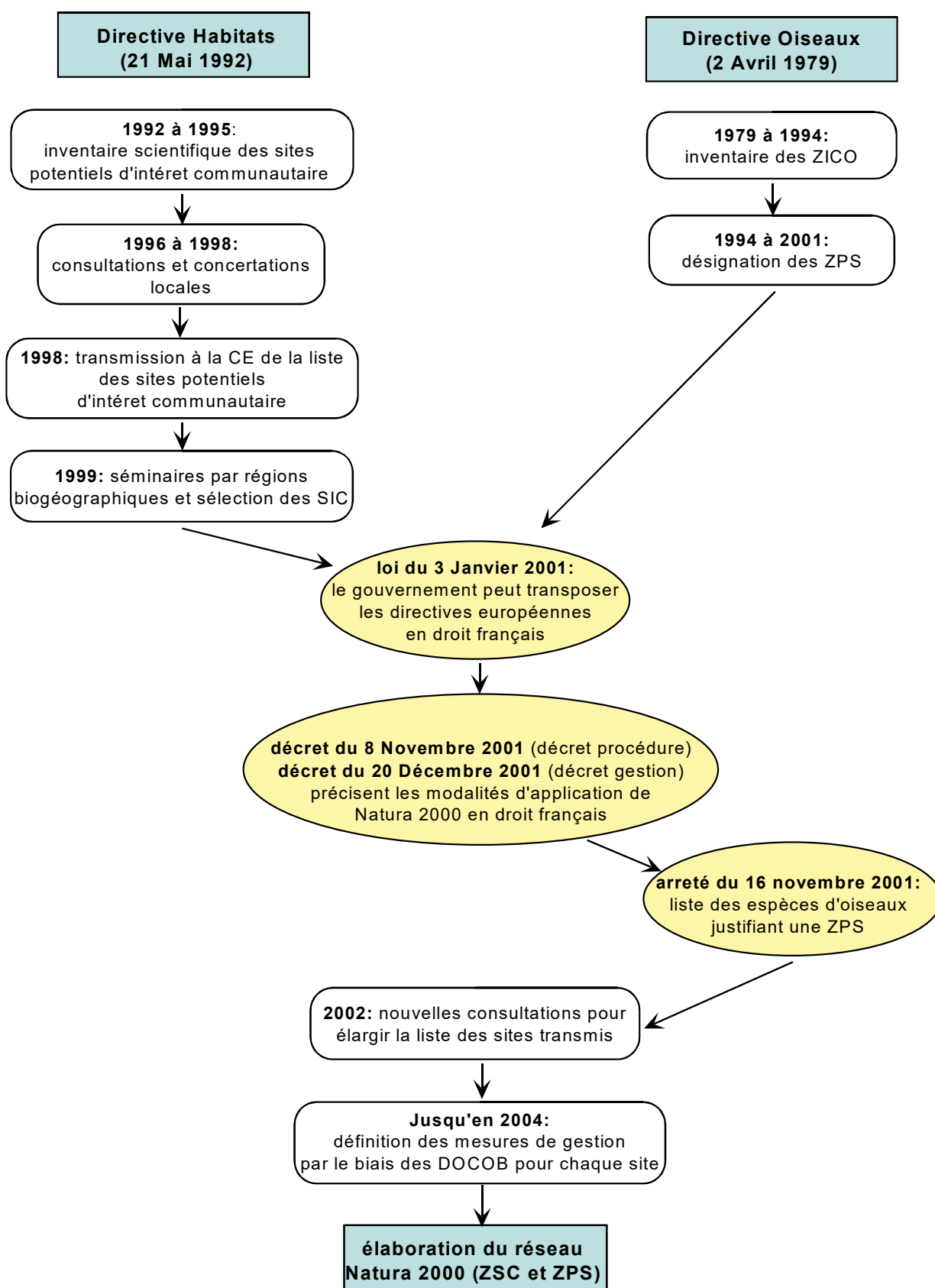


Figure n°3 : Calendrier de la mise en place du réseau Natura 2000 en France

5) LES DOCUMENTS D'OBJECTIFS

Un document d'objectif est établi pour chaque site, ZSC ou ZPS, en concertation avec les acteurs locaux intéressés. C'est la solution qu'a choisie la France pour répondre aux obligations des Directives Oiseaux et Habitats. Ce document fixe les orientations de gestion et de conservation, les modalités de leur mise en œuvre et les dispositions financières d'accompagnement. C'est un outil de mise en cohérence des actions et des interventions publiques et privées ayant une incidence sur les habitats et les espèces du site, un document de référence et d'aide à la décision pour les acteurs et un document de communication.

Deux guides peuvent aider à la réalisation de ces documents d'objectifs : le guide méthodologique et les cahiers d'habitats.

Le guide méthodologique a été élaboré à la suite d'une opération expérimentale cofinancée par l'Union Européenne et menée sur 37 sites pilotes. Il a pour but de constituer la référence commune pour l'ensemble des acteurs concernés. Il propose des règles communes en identifiant clairement les étapes de la réflexion permettant d'aboutir au DOCOB (Valentin-Smith G. *et al*, 1998)

Les cahiers d'habitats et d'espèces présentent, pour chaque habitat et chaque espèce définis dans la directive, une synthèse des connaissances scientifiques ainsi que des recommandations de gestion. Etablis en collaboration avec des scientifiques et des gestionnaires, ils ont pour ambition de fournir à l'ensemble des personnes travaillant sur la Directive ou amenés à élaborer les DOCOB une base d'information solide leur permettant de dialoguer encore plus efficacement au niveau des sites avec les acteurs locaux (MNHN, 2002)

Le DOCOB est établi sous la responsabilité du préfet de département assisté d'un opérateur technique. Le comité de pilotage regroupe les partenaires concernés par la gestion du site ou leurs représentants et est associé à l'élaboration du document. Le document doit ensuite être approuvé par arrêté préfectoral (Figure n°4). C'est à partir du DOCOB que seront établis les contrats de gestion.

Les documents d'objectifs devront être établis au plus tard en 2004, et accompagneront l'acte de désignation officielle des sites, faisant foi des mesures décidées localement. Cette démarche s'inscrit dans le temps et fixe les objectifs à atteindre à long terme. Il sera procédé à une évaluation périodique des incidences des mesures de gestion préconisées sur le site afin de les ajuster aux objectifs définis.

Le document devra contenir :

- Une analyse de l'état initial et la localisation des habitats et des espèces, les mesures réglementaires de protection applicables, les activités humaines exercées sur le site.
- Les objectifs de développement durable du site destinés à assurer la conservation ou la restauration des habitats et des espèces, ainsi que la sauvegarde des activités économiques, sociales et culturelles qui s'exercent sur le site.
- Les propositions de mesures permettant d'atteindre ces objectifs
- Un ou plusieurs cahiers des charges types applicables aux contrats Natura 2000

- L'indication des dispositifs financiers destinés à la réalisation de ces objectifs
- Les procédures de suivi et d'évaluation des mesures proposées et de l'état de conservation des habitats et des espèces.

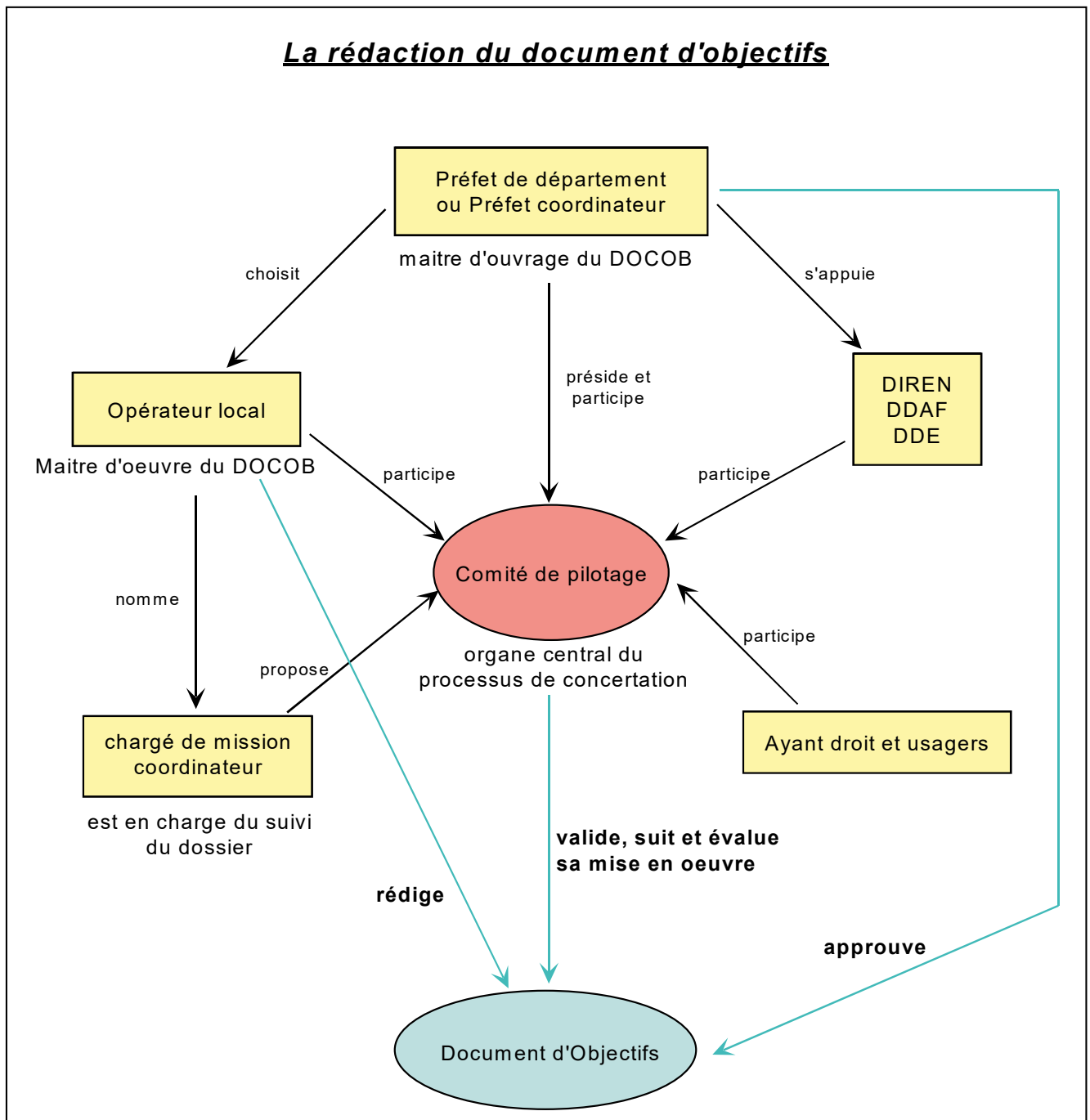


Figure n°4 : La réalisation du document d'objectifs et les différents acteurs impliqués

B. Etude de deux documents : le Rhône et la Durance

Pour cette partie, j'ai décidé d'étudier deux sites pilotes : le site « Moyenne vallée du Rhône » et le site « Vallées de la Haute Durance et du Guil ». Pour ces sites, les documents d'objectifs sont finis depuis 1998 et sont facilement disponibles sur Internet, ce qui n'était souvent pas le cas pour les autres sites auxquels je me suis intéressée (les documents d'objectifs n'étaient soit pas finis, soit pas encore approuvés par le Préfet, je ne pouvais donc pas les consulter).

Les deux sites que j'ai choisis présentent des caractéristiques différentes :

- ◆ Le site situé sur le Rhône est composé de plusieurs zones réparties le long du fleuve, ce site n'est donc pas continu. De plus il se situe sur un fleuve de plaine, supportant de fortes pressions anthropiques (présence de nombreux aménagements et de zones économiques et industrielles). Cependant, certaines zones Natura 2000 choisies ici sont des réserves naturelles, les sites sont donc préservés de certaines activités.
- ◆ Le site de la Durance présente un cadre différent. En effet, il se situe en zone de montagne, avec des activités économiques spécifiques à la vallée et est constitué d'une zone continue sur la Durance et sur son principal affluent sur cette portion, le Guil.

J'ai donc étudié deux sites présentant des milieux aquatiques mais avec des problématiques différentes de gestion.

Sur ces sites je me suis particulièrement intéressée à trois types de propositions (n'ayant pas le temps de travailler sur tous les milieux et les espèces citées dans les DOCOB) :

- les propositions concernant le cours d'eau en lui-même
- les propositions établies pour quelques espèces animales (notamment les poissons, les crustacés et les mammifères comme le castor)
- enfin celles concernant deux milieux forestiers liés au cours d'eau, la ripisylve et la forêt alluviale.

Cette partie du rapport présente donc les propositions de gestion citées dans les deux DOCOB. Elles me permettront de mieux comprendre comment les milieux aquatiques sont pris en compte dans le réseau Natura 2000 et quelles peuvent être les différences entre les sites présentant des types de milieux similaires. Elles me serviront également de base de réflexion pour ma troisième partie.

1) PRESENTATION DES SITES

1.1 La moyenne vallée du Rhône et basses vallées de la Drôme et du Roubion

Ce site est composé de 4 sites qui présentent un caractère alluvial commun (sites « île de la Platière et sites périphériques », « milieux alluviaux du Rhône aval », « basses vallées de la Drôme » et « basses vallées du Roubion »). Il est délimité au Nord par l'île de la Platière (Isère) et au sud par l'embouchure de la rivière Ardèche (Ardèche). L'ensemble représente près de 4035 hectares répartis sur 49 communes des départements de la Loire, Isère, Ardèche et Drôme et étirés sur plus de 150 Km de vallée. (carte n°5) (Photos n° 6, 7, 8, 9, 10)

Les milieux naturels qui caractérisent ce site recèlent une mosaïque d'habitats et d'espèces relictuels dans la vallée rhodanienne soumise à une pression humaine très forte (industrie, agriculture intensive, extraction de granulats, forte densité de population...). La phase d'inventaire de l'état de référence du site a permis de repérer 12 habitats de l'annexe I et 14 espèces animales de l'annexe II. Le Tableau n°I précise les habitats et les espèces que j'ai étudiés plus précisément par la suite. (cf. annexes n°3 et 4 : fiches des habitats).

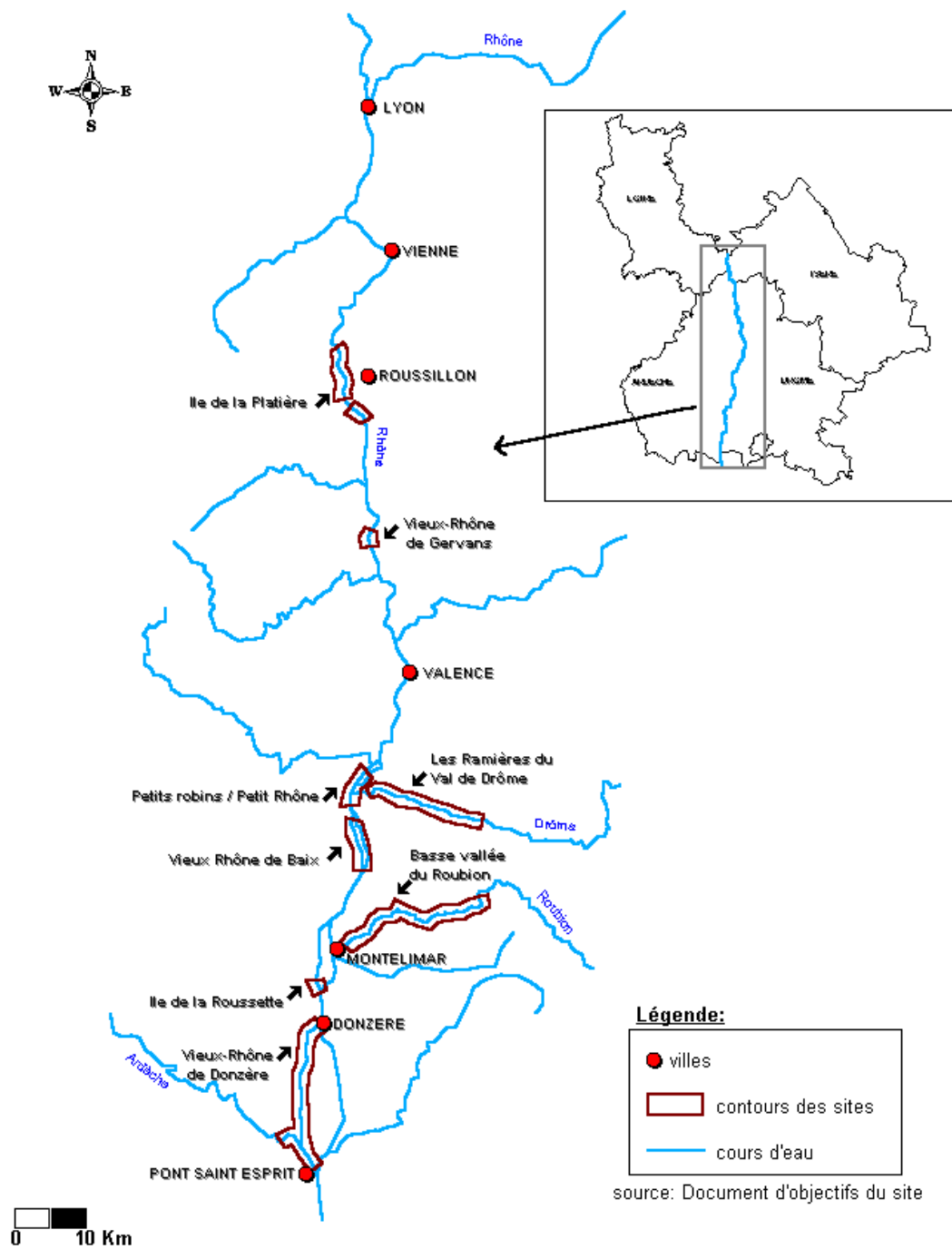
La moyenne vallée du Rhône constitue un des grands axes de développement économique de la région. Le fleuve a donc connu de nombreux aménagements. Cette pression humaine a eu d'importantes conséquences sur les milieux associés aux cours d'eau : destruction par intensification des activités économiques, altération par enfouissement des nappes phréatiques, diminution des surfaces inondables, altération de la dynamique fluviale, pollution. Les activités traditionnelles liées au cours d'eau, tout comme la flore et la faune, constituent un patrimoine à préserver. L'intérêt local de ce patrimoine est d'ailleurs souvent à l'origine d'une mobilisation des acteurs locaux pour sa préservation. (Pissavin, 1998).

La moyenne vallée du Rhône est l'une des 87 zones humides d'importance majeure en France et le périmètre du site abrite :

- les derniers massifs de forêt alluviale naturelle ou spontanée des bords du Rhône
- deux cours d'eau (Drôme et Roubion) au fonctionnement encore naturel
- des superficies remarquables de forêts considérées comme prioritaires (Saulaies blanches et Peupleraies noires)
- des espèces animales d'un grand intérêt patrimonial comme l'Apron du Rhône (endémique dans le bassin) ou le castor d'Europe (principalement localisé sur le Rhône et ses affluents)

Tableau n°I : Habitats et espèces de la directive Habitats présents sur le site du Rhône

HABITATS (code Natura 2000)	
Eaux douces	Rivières alpines et leurs végétations ripicoles ligneuses à Saule drapé (3240)
	Rivières méditerranéennes à débit permanent à Pavot cornu (3250)
	Rivières des étages planitaire à montagnard avec végétation de renoncules (3260)
	Bancs de vases fluviatiles des rivières submontagnardes (3270)
	Eaux oligotrophes avec végétation à Littorella ou Isoetes (3130)
	Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique de characées (3140)
	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou Hydrocharition (3150)
Forêts	Forêts alluviales résiduelles (91E0)
	Forêts mixtes de chênes, ormes et frênes bordant les grands fleuves (91F0)
	Forêts galerie à <i>Salix alba</i> et <i>Populus alba</i> (92A0)
ESPECES ANIMALES	
Poissons	Apron (<i>Zingel asper</i>)
	Alose feinte (<i>Alosa fallax</i>)
	Barbeau truite (<i>Barbus meridionalis</i>)
	Blageon (<i>Leucociscus soufia</i>)
	Bouvière (<i>Rhodeus sericeus amarus</i>)
	Chabot (<i>Cottus gobio</i>)
	Lamproie de Planer (<i>Lampetra planeri</i>)
	Toxostome (<i>Chondrostoma toxostoma</i>)
Mammifère	Castor d'Europe (<i>Castor fiber</i>)



Carte n°5: Localisation des sites du document d'objectifs
"Moyenne vallée du Rhône"

Quelques secteurs du site Natura 2000 du Rhône...



Photo n°6: Réserve naturelle
de l'île de la Platière (rive droite)

Photo n°7: Réserve naturelle de l'île
de la Platière (rive gauche)



Photo n°8: Le Rhône court-circuité
sur le site de Donzère (en amont de
Bourg St Andréol)



Photo n°9: Le Roubion (commune de Charols)

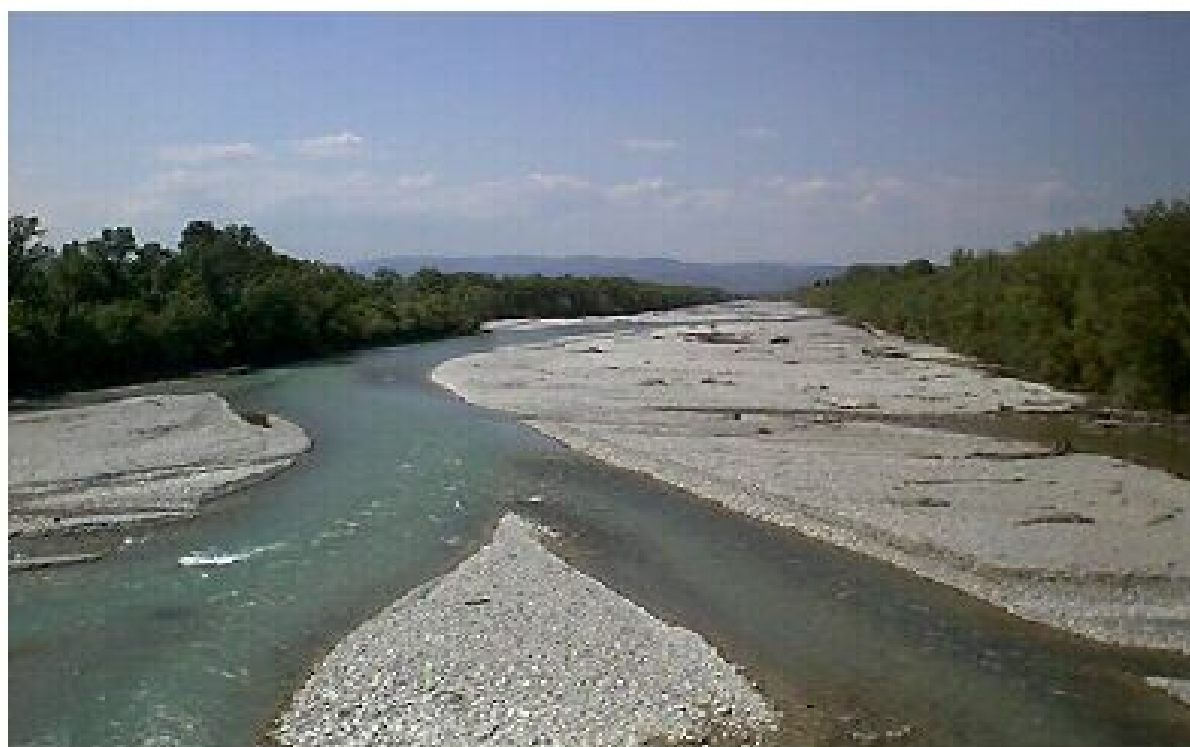


Photo n°10: La Drôme dans la Réserve naturelle des Ramières

1.2 Les vallées de la Haute Durance et du Guil

Ce site comprend les vallées de la Haute Durance (de St Martin-de-Queyrières à Embrun) et du Guil (de Ristolas à Guillestre) ainsi que la partie inférieure des principaux affluents (carte n°11). Cette zone d'une superficie de 19200 ha s'étend sur 25 communes. Elle concerne uniquement les fonds de vallées. On y rencontre les mêmes enjeux et problématiques, les mêmes paramètres écologiques et les mêmes milieux.

Le site se trouve sur le principal axe dynamique et économique du département et concentre de nombreux enjeux et activités. Le tourisme est le secteur prédominant de l'économie et le site est autant une zone d'accueil qu'une zone de loisirs et de sports. L'industrie hydroélectrique est très développée dans la vallée de la Durance puisque la plupart des affluents disposent d'une centrale hydroélectrique. Ces aménagements posent de nombreux problèmes au niveau de la vie piscicole notamment (faible débit réservé dans les tronçons court-circuités, migration stoppée, fonctionnement par éclusées nuisibles). De plus, les industries d'extraction de matériaux de construction induisent une dénaturation du lit et rendent le milieu impropre à la vie piscicole.

Le cours de la Haute Durance est cependant resté peu touché par les activités humaines et contraste avec son cours aval qui a subi de fortes transformations. Elle présente une dynamique naturelle ainsi que quelques zones préservées de lits en tresses et conserve un système hydraulique peu transformé (photos n°12, 13, 14, 15). Le véritable enjeu de ce site réside dans le développement des activités touristiques : pêche, sports d'eau vive, sports de montagne d'hiver et d'été.

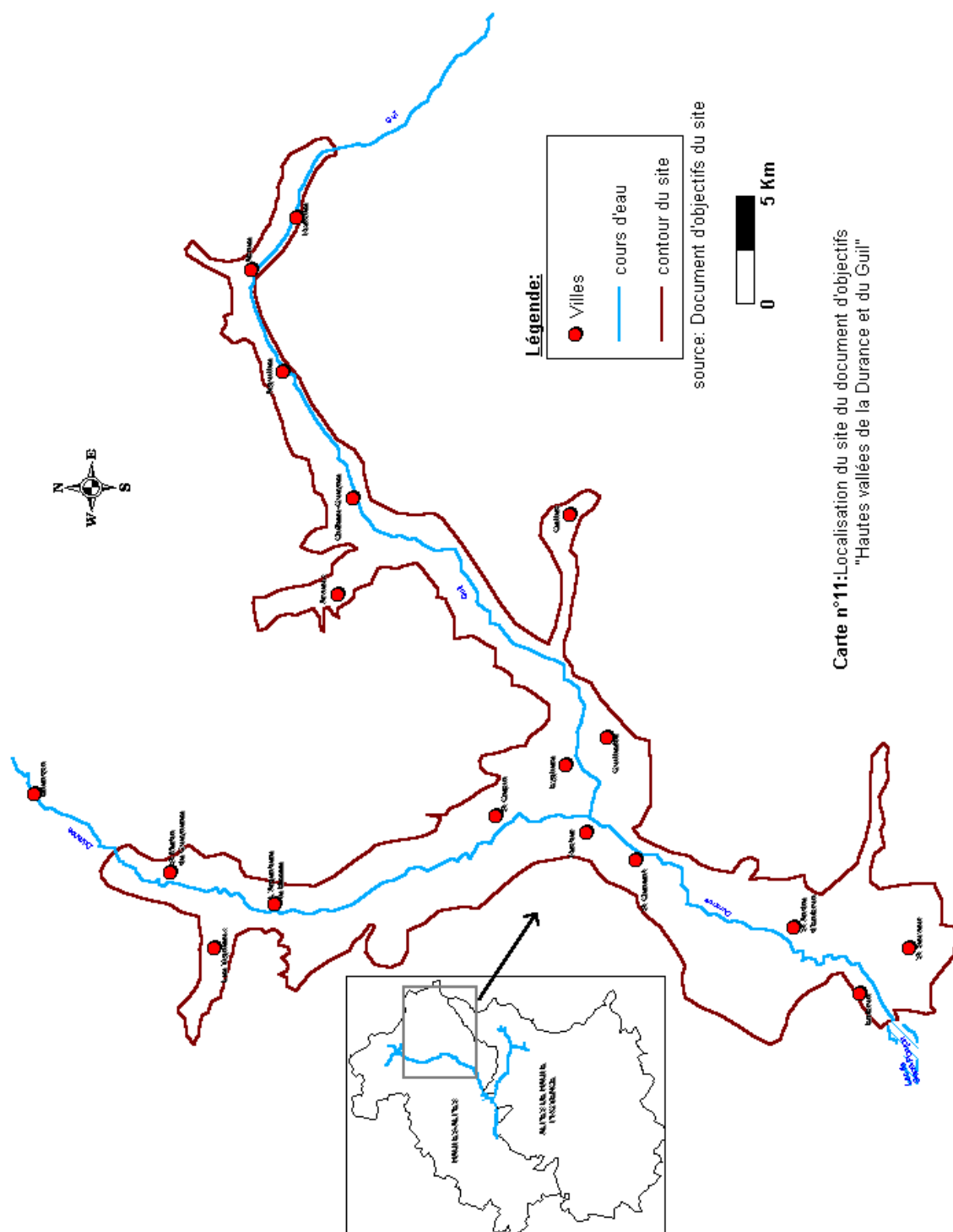
Le site regroupe un ensemble d'unités naturelles et de paysages très variés comportant des milieux secs et des milieux aquatiques auxquels sont associées des espèces adaptées. Il comporte 37 habitats et sous-habitats d'intérêt communautaire et 20 espèces animales et végétales de l'annexe II. Le tableau n°II reprend les milieux et les espèces étudiés plus en détail dans ce rapport (cf. annexes n°3 et 4 : fiches des milieux).

Ces milieux et espèces subissent une menace directe suite à certaines activités humaines ou inversement une menace indirecte suite à l'abandon de certaines pratiques humaines (ou la disparition de phénomènes naturels), ce qui induit une fermeture générale du milieu.

(Drouot, 1998)

Tableau n°II : Habitats et espèces de la directive Habitats présents sur le site de la Durance.

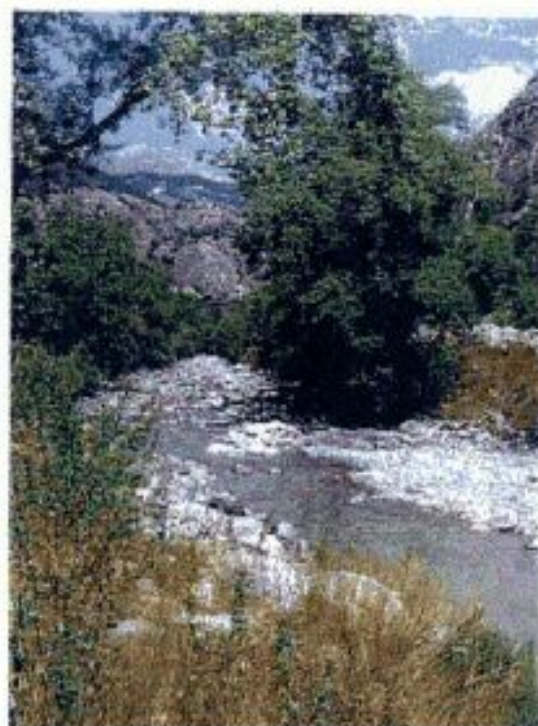
HABITATS (code Natura 2000)	
Eaux douces	Rivières alpines et leurs végétations ripicoles herbacées (3220)
	Rivières alpines et leurs végétations ripicoles ligneuses à Myricaire d'Allemagne (3230)
	Rivières alpines et leurs végétations ripicoles ligneuses à Saule drapé (3240)
	Rivières méditerranéennes à débit permanent à Pavot cornu (3250)
	Bancs de vases fluviatiles des rivières submontagnardes (3270)
Forêts	Forêts galerie à <i>Salix alba</i> et <i>Populus alba</i> (92A0)
ESPECES ANIMALES	
Poissons	Toxostome (<i>Chondrostoma toxostoma</i>)
	Chabot (<i>Cottus gobio</i>)
	Blageon (<i>Leucociscus souffia</i>)
Crustacées	Ecrevisse à pieds blancs (<i>Austropotamobius pallipes</i>)



la Durance



Photo n°12 La Durance sur les communes
de Champcella et de La Roche-de-Rame.
(photo : B. Lambey)



Photon°13: Tronçon court-circuité en
situation de débit réservé
(centrale EDF de l'Argentière)
(photo: B. Lambey)



Photon°14: Coursamont du Guil
(commune de Risblas)
(photo: B. Lambey)

Le Guil



Photon°15: Confluence Guil-Durance
(communes de Guillestre et d'Eygliers)
(photo: CBNA - E.Drouot)

2) QUE PROPOSE-T-ON DANS UN DOCUMENT D'OBJECTIFS ?

Un DOCOB a pour objectif de faire des propositions quant aux moyens à utiliser pour le maintien ou le rétablissement des habitats et espèces. Ces propositions sont issues de la concertation locale et sont destinées à l'Etat à qui échoit la responsabilité de l'application de la directive Habitats.

Un document d'objectifs propose :

- ♦ **les objectifs de site** : sur les sites de rivières, les habitats présents sont très différents (ripisylve, berge caillouteuse...) et dépendent d'un même objectif de site : « préserver une dynamique fluviale naturelle », « lutte contre les pollutions diffuses »...
- ♦ **les stratégies**, c'est à dire les différentes orientations possibles pour atteindre un même objectif. Elles peuvent être de différents types :
 - type d'intervention : mécanique ou manuel
 - maîtrise foncière
 - conventions de gestion ou autres contrats
 - intégration des impératifs de préservation dans un document de planification, une charte...
 - incitations financières
 - information et sensibilisation...
- ♦ **les prescriptions de gestion** : propositions faites aux propriétaires, gestionnaires et/ou usagers concernant les modes de gestion. Elles suivent les recommandations établies nationalement dans les cahiers d'habitats. (gestion existante à conforter, prescriptions additionnelles de gestion, limites dans les changements de mode d'exploitation)
- ♦ **les propositions d'actions** : elles concernent soit directement les habitats et espèces, soit les espaces dont la gestion influe sur ces habitats et espèces. Les actions à mener sont très diverses. Elles peuvent concerner directement la gestion des terrains mais également le traitement administratif ou l'intégration des politiques publiques.
- ♦ **le suivi des habitats et des actions**. Le suivi des habitats consiste à mesurer ou décrire régulièrement l'état de conservation des habitats et espèces. Le suivi des actions consiste à vérifier la mise en œuvre et l'efficacité des actions prévues dans le DOCOB.
- ♦ **lien avec d'autres planifications et orientations**. Ces documents ne prennent généralement pas en compte les enjeux de protection des habitats. La cohérence du DOCOB avec tous ces documents doit être examinée. La mise à jour éventuelle de ces documents doit être effectuée
- ♦ **le coût et le financements des actions**

(Valentin-Smith G. *et al*, 1998)

3) LES PROPOSITIONS DE GESTION DU SITE « MOYENNE VALLEE DU RHONE ET BASSES VALLEES DE LA DROME ET DU ROUBION »

Dans ce document d'objectifs, les propositions de gestion ont été divisées en objectifs transversaux et en objectifs territoriaux.

Les **objectifs transversaux** concernent l'ensemble du site et résultent d'une approche globale à l'échelle de la vallée (notion de continuité et d'interrelations entre les différentes entités géographiques) : cohérence des politiques, continuité du système fluvial...

Les **objectifs territoriaux** s'appliquent à une ou plusieurs entités géographiques et tiennent compte de la spécificité de chacune d'entre elles et du contexte local : gestion de milieux ponctuels, affluents dynamiques...

Toutes les propositions sont issues du volume II du document d'objectifs (Pissavin, 1998).

3.1 Gestion de l'hydrosystème

Par leur relation intime avec le fleuve Rhône et ses affluents, les habitats naturels et les espèces de la vallée sont tributaires du fonctionnement du système fluvial. Ainsi une gestion plus adaptée de l'hydrosystème est primordiale au maintien et/ou à la restauration des milieux et espèces qui en dépendent.

3.1.1 Objectifs transversaux

L'objectif est de maintenir et/ou rétablir les connexions longitudinales et latérales. En effet, de nombreuses espèces effectuent des déplacements longitudinaux (sens amont-aval et inversement) et latéraux (du fleuve vers les annexes, ou les affluents et inversement). La présence de nombreux obstacles aux déplacements de ces espèces le long des cours d'eau de la vallée est l'une des causes de leur régression. La continuité des milieux naturels assurée par les connexions entre le Rhône et les lacs ou ses affluents est une garantie de la pérennité de ces espaces.

Le rétablissement des connexions longitudinales et latérales passe par l'aménagement des obstacles existants ou à venir limitant les déplacements des espèces aquatiques. Au niveau du site, il n'est pas envisageable d'aménager les grands ouvrages du Rhône, mais il est important de soutenir les programmes en cours (Plan Migrateurs Rhône-Méditerranée notamment). Plusieurs seuils seront donc à aménager et il faudra améliorer le fonctionnement des passes à poissons.

3.1.2 Objectifs territoriaux

3.1.2.1 Préserver et/ ou restaurer le caractère humide des milieux riverains du Rhône

La préservation à long terme des habitats naturels riverains du Rhône ne sera possible que si le fonctionnement de l'hydrosystème est préservé. Des réflexions plus poussées doivent être engagées sur les secteurs du Rhône court-circuité.

- ♦ Mise en place d'une gestion concertée de la ressource en eau (optimisation du débit réservé du vieux Rhône) sur le secteur de l'île de la Platière. Il faudra associer l'ensemble des partenaires concernés pour satisfaire tous les besoins en eau (humains et naturels). Cette approche globale passe par la gestion des prélèvements dans la nappe et l'optimisation du débit réservé dans le vieux Rhône. La remise en eau de lônes est également primordiale pour retrouver le caractère humide des milieux riverains du fleuve.
- ♦ Engager l'étude globale de réhabilitation du tronçon court-circuité de Baix Logis-Neuf : cette étude devra être engagée rapidement afin de préciser les objectifs spécifiques au site.
- ♦ Engager une réflexion sur la réhabilitation du tronçon court-circuité de Donzère : le vieux Rhône de Donzère présente des caractéristiques fonctionnelles encore remarquables et figure parmi les sites les plus riches de la vallée en milieux naturels et espèces d'intérêt patrimonial préservés. Une réflexion globale portant sur sa réhabilitation est donc à initier et devra s'appuyer sur les études existantes afin de dégager des objectifs.

3.1.2.2 Retrouver un fleuve vif et courant afin de restaurer une faune aquatique typique du fleuve et limiter l'eutrophisation

Cet objectif doit permettre de répondre à deux problématiques : maintenir ou restaurer les potentialités écologiques du fleuve et de ses annexes et limiter l'expression de l'eutrophisation.

- ♦ Optimisation des débits réservés des Rhônes court-circuités (île de la Platière et Donzère) : une révision des débits réservés permettra de réduire l'eutrophisation, d'accroître la diversité des habitats aquatiques et du peuplement piscicole, de freiner le développement des ligneux en lit mineur, de rehausser le niveau de la nappe...

3.1.2.3 Préserver et/ou restaurer un paysage typique rhodanien

Dans le contexte actuel de développement économique et industriel de la vallée du Rhône, les espaces naturels et les espaces cultivés sont soumis à une forte pression, qui se traduit par la réduction de leurs surfaces, mais aussi par une atteinte à la qualité du paysage.

- ♦ Engager une étude paysagère pour imaginer une meilleure intégration des aménagements dans le site de l'île de la Platière : il s'agit de définir les axes d'une mise en valeur du site respectueuse de l'environnement et des paysages.

3.1.2.4 Maintenir un débit d'étiage permettant la préservation des habitats et des habitats d'espèces

La Drôme et le Roubion présentent encore les caractéristiques de rivières au fonctionnement naturel non altéré par des barrages sur leur cours principal. Néanmoins, le développement des activités nécessitant des volumes d'eau importants induit des réductions importantes des débits d'étiage. Le maintien d'un débit minimal en période estivale doit permettre d'assurer la préservation du fonctionnement physique des milieux, la préservation de la capacité auto-épuratoire du cours d'eau, la préservation de la ressource en eau phréatique et la pratique des usages liés au cours d'eau.

- ♦ Mise en œuvre des actions préconisées par le SAGE Drôme : les mesures proposées dans le SAGE visent en priorité à réduire le déficit en eau en période estivale par la réalisation d'aménagements de soutien du débit, le gel du développement de l'irrigation, la mise en place d'une gestion de crise en cas de déficit, la mise en place d'un observatoire de l'eau fédérant l'ensemble des dispositifs de contrôle et de suivi de la gestion de l'eau.
- ♦ Favoriser l'irrigation de la Plaine de Marsanne à partir du Rhône pour soulager la nappe du Roubion : le schéma d'aménagement du Roubion définira les principes d'action à mettre en œuvre pour assurer une gestion de la ressource en eau qui concilie les enjeux de prélèvements d'eau et ceux de préservation de la qualité du milieu.

3.1.2.5 Conserver et/ou restaurer le fonctionnement naturel des rivières

La Drôme et le Roubion recèlent un patrimoine naturel exceptionnel qui résulte du caractère relativement peu altéré de leur fonctionnement hydraulique. La mobilité de la rivière associée au transit d'une charge solide importante, sont les garants du maintien de l'intérêt des milieux naturels riverains, mais également de la ressource en eau et de l'intérêt paysager et touristique de ces espaces.

- ♦ Mise en œuvre des actions préconisées par le SAGE Drôme : les actions développées par le SAGE doivent aboutir à la restauration d'un fonctionnement naturel de la rivière et en particulier à stopper l'incision du lit (limiter les prélèvements d'alluvions, éviter l'édification de nouveaux barrages et digues restauration d'un potentiel de recharge...).
 - ♦ Conserver les zones de divagation de la rivière dans les Ramières : le maintien de la qualité des milieux alluviaux de la Drôme est conditionné par la capacité de la rivière à divaguer au sein de sa plaine alluviale. Ce fonctionnement ne peut être maintenu que si l'incision de la rivière est enrayée et que le potentiel de recharge est restauré. Un suivi des zones de mobilité dans les Ramières est à mettre en place et veillera à surveiller l'évolution des ligneux dans le lit mineur ainsi que limiter les opérations de protection de berges dans ces zones.
- Pour le Roubion, le maintien de zones de divagation latérale est essentiel à la préservation du fonctionnement de la rivière et notamment au maintien des lignes d'eau et de la qualité des milieux alluviaux. Les principes de cette conservation sont de limiter les protections en favorisant les techniques végétales, favoriser une gestion sectorisée de la végétation des grèves et des embâcles et acquérir des terrains cultivés en bordure immédiate du cours d'eau pour replanter de la ripisylve afin de restaurer la continuité de la Ramière.

3.2 Gestion des habitats naturels

La préservation d'un habitat nécessite des mesures spécifiques de gestion. Les objectifs de gestion doivent être définis au cas par cas afin d'assurer la pérennité de ces habitats.

3.2.1 Objectifs transversaux

3.2.1.1 Promouvoir une approche « sylvi-environnementale » des forêts alluviales privées

Les grands axes de la politique de gestion des forêts alluviales privées seront :

- la liberté des propriétaires de choisir la gestion de leur boisement
- l'exploitation traditionnelle des boisements à faible potentialité demeure
- la promotion d'une sylviculture d'amélioration des peuplements en place (favoriser les espèces locales, mise en place d'un budget spécifique et d'aides pour inciter les propriétaires)
- ne pas favoriser la populiculture dans le site

Deux mesures sont à mettre en place pour développer cette sylviculture traditionnelle.

- ♦ Sensibiliser à l'intérêt des méthodes de sylviculture traditionnelle en mettant en place des placettes de démonstration (trois dans le secteur du Rhône et une dans les Ramières). Des actions de sensibilisation et de vulgarisation sont nécessaires (organisation de réunions, recherche de parcelles et motivation des propriétaires)
- ♦ Editer un guide de sylviculture des forêts alluviales : le guide aura pour but de donner des informations précises et claires, adaptées aux types de forêts d'un secteur homogène. Ce document pédagogique de synthèse est destiné aux propriétaires forestiers, aux élus et à toute personne travaillant en forêt désireuse de mieux connaître le milieu forestier concerné.

3.2.1.2 Mener une politique de gestion conventionnelle des forêts alluviales

La mise en œuvre concrète d'une gestion concertée des forêts alluviales passe évidemment par une phase de dialogue et de concertation avec les propriétaires concernés. Pour qu'une gestion conventionnelle puisse être mise en place en partenariat avec les particuliers, deux actions d'accompagnement sont primordiales et une réflexion doit être engagée pour favoriser une gestion « sylvi-environnementale ».

- ♦ Assurer une aide à la décision : des diagnostics préalables aux travaux sylvicoles seront réalisés chez les propriétaires demandeurs, avec rédaction d'un rapport comportant une description et analyse des peuplements en place, des prescriptions techniques et une programmation des travaux à effectuer.
- ♦ Déclencher la réalisation de travaux : mise en place de mesures d'accompagnement basées sur le principe des primes agri-environnementales et dans le cadre de convention de gestion. Ces conventions permettront d'assurer la pérennité du peuplement ayant bénéficié de la prime et la cohérence de la gestion sur l'ensemble de la propriété.
- ♦ Favoriser une gestion conservatoire et/ou la restauration des forêts alluviales privées des acteurs publics : Localement, des superficies importantes de forêts alluviales sont la propriété d'acteurs publics (communes, département, Etat). Afin d'assurer la préservation de ces peuplements, une concertation est à engager avec ces propriétaires, devant conduire à la mise en place d'une gestion de ces forêts. L'action envisagée se décline en deux parties :

réalisation d'un diagnostic qualitatif et quantitatif des forêts et définition des orientations de gestion spécifique.

- ♦ Acquisition amiable de forêt alluviale : Afin de compléter les actions de gestion conventionnelle mises en place et dans le cas où le conventionnement avec les propriétaires ne sera pas réalisable, il conviendra d'envisager une campagne d'acquisition amiable de parcelles forestières. Ces acquisitions devront se faire dans le souci de recréer des unités de gestion de taille suffisante pour permettre la conservation de la diversité forestière.

3.2.2 Objectifs territoriaux

3.2.2.1 Intégrer la préservation des habitats naturels et habitats d'espèces dans la gestion des espaces riverains des cours d'eau (francs-bords)

Les espaces riverains des cours d'eau abritent des surfaces importantes d'habitats naturels et/ou d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire. Les préoccupations de préservation des habitats et des habitats d'espèces doivent être intégrées à la gestion courante, et ne pas remettre en cause les opérations nécessaires à l'entretien des conditions de navigation, à la prévention des risques d'inondation, la pêche...

- ♦ Favoriser une gestion conservatoire et/ou la restauration des forêts alluviales du domaine public : la préservation des forêts s'inscrira généralement dans les réflexions globales de réhabilitation des tronçons court-circuités (restauration des îlots, optimisation des débits réservés...).
- ♦ Prendre en compte les habitats et espèces d'intérêt communautaire dans la révision du Plan d'action du Rhône et dans l'élaboration et la révision des dossiers d'entretien des aménagements concernés : une concertation devra être mise en œuvre auprès des structures compétentes intéressées à la gestion des milieux naturels. Ceci devra permettre de prendre en compte au mieux les divers intérêts, notamment ceux de la gestion du domaine concédé et de la préservation du patrimoine naturel d'intérêt communautaire.
- ♦ Elaborer un dossier d'entretien sur le Petit Rhône de la Voulte/Livron : le Petit Rhône situé sur ces deux communes ne fait pas actuellement l'objet d'un programme d'entretien clairement défini et concerté avec les acteurs locaux. Il s'agit donc d'élaborer un dossier spécifique à ce chenal annexe, qui définisse le type d'entretien à envisager. Ce dossier devra traiter notamment du curage des alluvions déposées dans le chenal et l'entretien des berges.

3.2.2.2 Maintenir et/ou restaurer les habitats aquatiques dans un état de conservation favorable

La qualité des milieux aquatiques annexes du Rhône et des milieux de la Drôme et du Roubion est affectée par deux facteurs majeurs : l'aspect qualitatif (pollution, eutrophisation...) et l'aspect quantitatif (réduction des débits, baisse des nappes...). Le maintien de ces habitats passe par des actions de protection et de restauration de ces milieux très sensibles.

- ♦ Mener des actions de restauration physique des annexes hydrauliques : sur le site de la Platière sont envisagées à moyen terme des opérations de maintien et de restauration de 4

lônes (entretien des chenaux des lônes actuellement sèches et restauration d'un écoulement permanent dans certaines pour permettre les connexions entre les diverses lônes).

L'aménagement de Baix Logis-Neuf est caractérisé par une densité encore importante de lônes et mares en eau. L'étude globale qui devrait être engagée sur ce site permettra de définir précisément les objectifs de réhabilitation à atteindre (restauration d'un écoulement temporaire plus fréquent dans la lône, restauration de connexions entre certains casiers et ceux du vieux Rhône...).

Au niveau du Vieux Rhône de Bourg-Saint-Andéol, des projets de restauration de plusieurs lônes sont à l'étude et devront être précisés par une réflexion globale sur la réhabilitation du tronçon court-circuité.

Une réhabilitation de la lône de la Roussette est en projet, qui consisterait à retrouver une connexion plus fréquente en amont avec le Rhône (curage des alluvions, abaissement des digues de coupure).

Au niveau de l'embouchure de la Drôme, une restauration du site « marais de Printegarde » est envisagée et consistera à recréer une partie du marais comblé par la matière organique accumulée. La restauration des lônes situées dans le lit de la Drôme en son embouchure est également prévue.

- ♦ Mener une politique de conventionnement ou d'acquisition de terrains en bordure immédiate de certaines lônes afin de restaurer une bande boisée : en fonction de la configuration des lônes, la limite du domaine public fluvial est plus ou moins étendue depuis l'eau vers la berge. Ainsi il arrive que les terrains cultivés dans ces secteurs s'étendent jusqu'au bord de l'eau, empêchant le développement d'une bande boisée le long de la lône. Il est donc proposé de mettre en place un conventionnement avec les propriétaires intéressés et de mener des opérations de restauration d'une bande boisée.
- ♦ Améliorer la qualité des rejets dégradants et déplacer les points de rejet situés dans les annexes hydrauliques : la politique de traitement des rejets mise en œuvre par les collectivités amène une amélioration nette de la qualité des milieux aquatiques. Au niveau du site, il reste cependant quelques rejets, principalement dans les annexes hydrauliques qui menacent la préservation de ces habitats. La suppression de tout rejet direct serait donc à envisager. A défaut d'y parvenir, on s'attachera à améliorer au maximum la qualité des eaux rejetées.
- ♦ Améliorer la connaissance et la protection des freydières du Roubion : il s'agit d'une étude des 2 principales freydières présentes le long du Roubion. Cette étude comporte deux phases : réalisation d'un diagnostic afin de mieux connaître la qualité de l'eau et l'intérêt faunistique et floristique du milieu ; proposition de principes de gestion.
- ♦ Favoriser l'augmentation des débits d'étiages : le soutien des débits d'étiage dans le Roubion permettrait de garantir le maintien de la qualité des habitats naturels, une faune aquatique diversifiée et l'amélioration de la qualité de l'eau (renouvellement plus fréquent).

3.3 Gestion des espèces d'intérêt patrimonial

Les objectifs définis dans les deux parties précédentes doivent permettre le maintien à long terme des espèces qui occupent ces espaces. Des mesures spécifiques de gestion des espèces ne sont donc pas préconisées dans ce document d'objectifs, mais plutôt des mesures de gestion de leur habitat et des mesures de suivi des populations des espèces.

Ainsi, il est prévu une amélioration des connaissances sur l'état actuel des populations d'espèces aquatiques, notamment sur les poissons. L'inventaire de ces espèces s'est basé principalement sur une étude bibliographique et a permis de fournir une cartographie de leur répartition dans la vallée. Il est maintenant nécessaire de mettre en place des programmes ciblés d'évaluation des populations qui permettront d'établir un état de référence essentiel au suivi dans le temps.

Des protocoles de suivi à long terme des habitats d'espèces seront aussi mis en œuvre. Le principe est un recensement des sites occupés par l'espèce visée et une estimation de la population de cette espèce. Pour les populations de poissons, il consistera à renouveler des opérations de pêche électrique sur chaque secteur concerné. Pour les populations de castor, il consiste en un recensement des sites occupés par le castor à partir des indices de présence et à une évaluation, dans la mesure du possible, des effectifs présents sur chaque site (opérations de comptage).

Tableau n°III : Synthèse des objectifs et actions pour le Documents d'objectifs du Rhône

GESTION DE L'HYDROSYSTEME	
Maintenir ou rétablir les connexions longitudinales et latérales	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Aménager les obstacles existants ou à venir qui limitent les déplacements des espèces aquatiques
Préserver et/ou restaurer le caractère humide des milieux riverains du Rhône	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Mise en place d'une gestion concertée de la ressource en eau ♦ Engager l'étude globale de réhabilitation du tronçon court-circuité de Baix Logis-Neuf ♦ Engager une réflexion sur la réhabilitation du tronçon court-circuité de Donzère
Retrouver un fleuve vif et courant afin de restaurer une faune aquatique typique du fleuve et limiter l'eutrophisation	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Optimisation des débits réservés des Rhônes court-circuité
Préserver et/ou restaurer un paysage typique rhodanien	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Engager une étude paysagère pour une meilleure intégration des aménagements dans le site
Maintenir un débit d'étiage permettant la préservation des habitats et des habitats des espèces	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Mise en œuvre des actions préconisées par le SAGE Drôme ♦ Favoriser l'irrigation de la plaine de Marsanne à partir du Rhône pour soulager la nappe du Roubion
Conserver et/ou restaurer le fonctionnement naturel des rivières	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Mise en œuvre des actions préconisées par le SAGE Drôme ♦ Conserver des zones de divagation de la rivière dans les Ramières ♦ Mettre en place un suivi des lignes d'eau dans les secteurs sensibles
GESTION DES HABITATS	
Promouvoir une approche sylvi-environnementale	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Sensibiliser à l'intérêt des méthodes de sylviculture traditionnelle ♦ Réalisation d'un guide de sylviculture des forêts alluviales
Mener une politique de gestion conventionnelle des forêts alluviales	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Aide à la décision ♦ Prime sylvi-environnementale ♦ Favoriser une gestion conservatoire et /ou la restauration des forêts alluviales privées des acteurs publics ♦ Acquisition amiable de forêts alluviales
Intégrer la préservation des habitats naturels et habitats d'espèces dans la gestion des espaces riverains du cours d'eau	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Favoriser une gestion conservatoire et/ou la restauration des forêts alluviales du domaine public ♦ Prendre en compte les habitats et espèces dans la révision du Plan d'Action du Rhône et dans l'élaboration et la révision des dossiers d'entretien des aménagements concernés ♦ Elaborer un dossier d'entretien sur le Petit-Rhône de la Voulte/Livron
Maintenir et /ou restaurer les habitats aquatiques dans un état de conservation favorable	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Mener des actions de restauration physique des annexes hydrauliques ♦ Mener une politique de conventionnement ou d'acquisition de terrains en bordure immédiate de certaines îles afin de restaurer une bande boisée ♦ Améliorer la qualité des rejets dégradants et déplacer les points de rejet situés dans les annexes hydrauliques ♦ Améliorer la connaissance et la protection des freydières de Roubion ♦ Favoriser l'augmentation des débits d'étiages

4) LES PROPOSITIONS DE GESTION DU SITE « VALLEES DE LA HAUTE DURANCE ET DU GUIL »

Dans ce document, trois parties ont été distinguées concernant les habitats et espèces liés au cours d'eau :

- les mesures préconisées pour les cours d'eau et habitats aquatiques
- les mesures spécifiques pour les espèces aquatiques
- les mesures spécifiques pour la ripisylve et les milieux associés aux cours d'eau

Toutes les propositions sont issues du volume I du document d'objectifs (Drouot, 1998).

4.1 Mesures de gestion, préservation et restauration des cours d'eau et habitats aquatiques

Sur le site, l'objectif global est de maintenir et de développer les populations piscicoles en préservant et restaurant les biotopes favorables. Pour cela, il faudra améliorer la qualité de l'eau et maintenir ou restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau tout en préservant les biens et les personnes. Une amélioration de la connaissance de la répartition des espèces et de leur biologie est également à envisager.

Les propositions d'action ci-dessous permettront d'agir sur les activités humaines ayant un impact sur le cours d'eau et leur habitats.

- ♦ Aménagements hydroélectriques : il faut diminuer l'impact des éclusées de l'usine d'Eygliers sur les milieux aquatiques et rétablir la libre circulation des poissons. Une étude sur les modalités de gestion des éclusées devra être réalisée, en accord avec l'exploitant et il faudra mettre en place un ascenseur à poissons sur le barrage de la Maison du Roy.
- ♦ Extractions de matériaux alluvionnaires : en lit mineur, il faudra restaurer une morphologie et une dynamique plus naturelle de la Durance (réalisation d'une étude générale hydraulique et d'apports solides).

En lit majeur, il faut éviter de mettre en place des ouvrages de protection de berge pour protéger les nouveaux plans d'eau créés et prendre en compte le risque de pollution de la nappe alluviale par ces plans d'eau. Pour cela, on privilégiera les projets d'extension ou d'aménagement des plans d'eau existants plutôt que d'en créer de nouveaux, on entretiendra les plans d'eau existants et il faudra prendre en compte l'alimentation en eau potable lors de créations de plans d'eau.

Les matériaux alluvionnaires devront être gérés de manière qualitative et réservés à une utilisation noble. Il faudra donc tenir compte de la disponibilité des matériaux dans le secteur proche du projet lors d'un appel d'offre et considérer leur provenance et leur compatibilité avec l'usage demandé.

- ♦ Assainissement : restaurer la qualité de l'eau, réduire le colmatage des fonds et la dégradations des zones de frayères, diminuer la pollution bactériologique et les risques de contamination de la nappe alluviale seront les trois propositions d'application pour atteindre

l'objectif principal. Les programmes d'assainissement devront être engagés sur les principaux foyers de pollution non résolus et il faudra prévoir un traitement bactériologique des effluents.

- ♦ Protections hydrauliques : les propositions sont de conserver ou reconquérir des zones inondables d'étalement des crues, maintenir et rétablir l'espace de liberté des rivières, conserver et restaurer la diversité écologique apportée par les milieux liés au cours d'eau (bras , adoux, ripisylve) et minimiser l'accentuation de la pointe de crue et son pouvoir érosif.

Pour cela plusieurs mesures sont à prendre :

- réaliser une étude sur les zones inondables et les zones vertes d'expansion des crues afin de définir les secteurs où le maintien du caractère inondable est majeur pour les zones sensibles.
- engager l'acquisition de ces secteurs prioritaires par une structure chargée de la gestion de la rivière.
- rétablir le caractère inondable de certaines zones (bassins tampons d'inondabilité) dépourvues d'enjeux particuliers, en enlevant les protections.
- éviter toute nouvelle installation en lit majeur nécessitant des protections hydrauliques (à prendre en compte dans le document d'urbanisme)
- mettre en place des mesures hydrauliques compensatoires pour les nouveaux projets de protections.

Des mesures spécifiques sont à prévoir sur les adoux. Les adoux sont des petits affluents alimentés par des résurgences de la nappe phréatique ou des sources en pied de versant (photo n°16). Ils sont caractérisés par un débit constant et des eaux de bonne qualité. Ils jouent un rôle biologique important : ils offrent des caractéristiques morphologiques et hydrologiques différentes de celles des rivières et apportent une diversité dans les habitats aquatiques, ce sont des zones de frayères et de refuge pour les poissons en période de crue et ce sont des milieux peu perturbés par les activités humaines.



Photo n°16 : L'adoux de Barrachin-Grépon à Champcella (photo : B.Lambey)

Ces milieux annexes doivent donc être conservés ou restaurés et gérés. Leur alimentation en eau ne doit pas être perturbée et la qualité de l'eau doit être préservée. Il faut donc éviter un abaissement du lit qui perturberait l'alimentation de ces adoux, limiter les rejets d'eaux usées, les prélèvements agricoles, le défrichement de la ripisylve et les obstacles à la circulation des poissons. Ces adoux seront placés en réserve de pêche et seront protégés par un arrêté préfectoral de biotopes.

4.2 Mesures de préservation et de restauration des espèces aquatiques

Les mesures étudiées concernent les poissons (Chabot, Toxostome, Blageon) et les crustacés (Ecrevisse à pieds blancs) uniquement.

Le Blageon et le Toxostome sont des espèces colonisatrices et ne se trouvent pas ici dans leur habitat préférentiel. La présence de l'Ecrevisse à pieds blancs témoigne d'un habitat aquatique non perturbé et d'eau de bonne qualité. Toutefois, elle ne semble pas être sur le site dans son optimum d'habitat et d'exigences écologiques. En revanche, le site est indemne d'espèces d'écrevisses exotiques introduites, ce qui est un atout rare.

L'objectif de conservation pour ces espèces est le même que celui cité pour les habitats aquatiques (il prenait déjà en compte les populations piscicoles).

Cependant des dispositions spécifiques sont à prendre.

- ♦ Pour les poissons : la restauration des populations de poissons d'intérêt communautaire est à envisager. Cela regroupe l'ensemble des actions proposées pour les habitats aquatiques et pour la ripisylve. Des aménagements devront aussi être améliorés pour favoriser la vie aquatique et piscicole et rétablir un fonctionnement naturel de la rivière (adaptation de seuils existants, suppression d'obstacles ou d'anciens ouvrages, suppression de merlons de protection inadaptés...).
- ♦ Pour l'Ecrevisse : une étude devra être réalisée sur l'état des populations d'Ecrevisses dans les adoux et les petits cours d'eau. Les habitats devront être restaurés et les populations renforcées (opérations de réintroduction sur les secteurs favorables).

Pour ces deux espèces, la mise en place d'un suivi scientifique des actions est à mettre en place. Enfin, le public ainsi que les utilisateurs du milieu aquatique devront être informés et sensibilisés.

4.3 Mesures de préservation et de restauration de la ripisylve et des milieux associés aux cours d'eau

La ripisylve joue un rôle fondamental dans le système aquatique. Elle limite l'érosion, réduit les embâcles par stockage du bois transporté lors des crues, épure (partiellement) les eaux, constitue un habitat pour la faune aquatique et a un rôle paysager dans la vallée.

Sur le site, la ripisylve est étroite (vallée encaissée). Il reste quelques secteurs préservés présentant une diversité écologique importante et un état de conservation relativement satisfaisant. Néanmoins, certaines activités humaines sont venues perturber la dynamique naturelle de la Durance et de nombreux secteurs de ripisylve ont évolué vers d'autres formations végétales et ont vieilli. De plus, des défrichements sauvages et anarchiques de ripisylve sont réalisés pour créer des zones de dépôts de matériaux de construction ou de remblais qui évoluent en décharge publique.

L'objectif préconisé dans le document d'objectifs est donc de préserver et de restaurer les ripisylves de la Durance et du Guil. Plusieurs propositions ont été évoquées :

- restaurer la ripisylve dans le cas d'une remise en état de zones dégradées en plantant des espèces ligneuses alluviales sur les sites (gravières, carrières, dépôts...)
- préserver l'intégrité des boisements ripicoles existants en appliquant la réglementation forestière sur les défrichements, en conservant une bande boisée entre la rivière et les secteurs d'emprise et en créant un statut de protection adapté pour les secteurs de ripisylve les plus intéressants.
- maintenir les effets de la dynamique naturelle fluviale en réalisant un plan de gestion de la ripisylve (gestion sélective pour assurer le passage des crues en amont de secteurs sensibles, entretien sélectif manuel pour les secteurs sensibles, entretien mécanique de type essartage) et en conservant une mosaïque de milieux et de strates.
- améliorer les peuplements par le biais de la concertation et de la communication en mettant en place un partenariat pour toutes ces actions avec les acteurs concernés (EDF, société de chasse et pêche...), en mettant en place des panneaux de vulgarisation sur la richesse de l'hydrosystème et en éditant et diffusant des brochures d'information et de sensibilisation auprès du public et des usagers du milieu.

Tableau n°IV : Synthèse des objectifs et actions pour le document d'objectifs de la Durance

LES HABITATS AQUATIQUES	
Objectif : maintenir et développer les populations piscicoles en préservant et restaurant les biotopes favorables	
Aménagements hydroélectriques	<ul style="list-style-type: none"> ♦ diminuer l'impact des éclusées
Extraction de matériaux alluvionnaires	<ul style="list-style-type: none"> ♦ en lit mineur : retrouver une morphologie et une dynamique plus naturelle de la Durance ♦ en lit majeur : éviter de mettre en place des ouvrages de protection de berge pour les plans d'eau et prendre en compte le risque de pollution de la nappe alluviale ♦ matériaux alluvionnaires : avoir une gestion qualitative des matériaux et les réserver à une utilisation noble
Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> ♦ restaurer la qualité de l'eau ♦ réduire le colmatage des fonds et la dégradation des zones de frayères ♦ réduire les risques de contamination de la nappe alluviale et du cours d'eau en diminuant la pollution bactériologique
LES RIPISYLVES	
Objectif : préserver et restaurer les ripisylves de la Durance et du Guil	
<ul style="list-style-type: none"> ♦ restaurer la ripisylve dans le cas d'une remise en état de zones dégradées ♦ préserver l'intégrité des boisements ripicoles existants ♦ maintenir les effets de la dynamique naturelle fluviale ♦ conserver et reconquérir des zones inondables d'étalement des crues ♦ améliorer les peuplements par le biais de la concertation et de la communication 	
LES ADOUX	
Objectif : préserver et restaurer des adoux de la Durance et du Guil	
<ul style="list-style-type: none"> ♦ conserver ou restaurer ces milieux annexes ♦ assurer et ne pas perturber leur alimentation en eau ♦ préserver la qualité des eaux ♦ avoir une gestion de ces milieux 	
LES POISSONS ET LES CRUSTACES	
Objectif : maintenir et développer les populations piscicoles en préservant et restaurant les biotopes favorables	
Pour les poissons	<ul style="list-style-type: none"> ♦ restauration des populations ♦ aménagements ponctuels d'amélioration hydraulique, aménagements d'ouvrages existants ♦ mise en place d'un suivi scientifique de ces actions
Pour l'écrevisse	<ul style="list-style-type: none"> ♦ réalisation d'une étude sur l'état des populations dans les adoux et les petits cours d'eau ♦ restaurations des habitats et renforcement des populations ♦ mise en place d'un suivi scientifique de ces actions

C. La gestion des sites Natura 2000 comportant des milieux aquatiques

1) ANALYSE DES PROPOSITIONS DES DOCUMENTS ETUDIES

Les sites étudiés présentent donc des milieux similaires, mais la gestion a été envisagée différemment sur certains points.

Le découpage du **site Natura 2000 du Rhône** en 4 zones a engendré une approche différente des propositions de gestion. Des objectifs transversaux ont été distingués afin de pallier la déconnexion entre les différentes zones et d'assurer une certaine continuité entre les objectifs.

Ce découpage peut paraître illogique mais ne concerne que des sites à préserver d'urgence, qui possèdent encore certaines potentialités, comparés au reste de la vallée du Rhône. Ils sont d'ailleurs plus ou moins déconnectés du fleuve (les sites sont des îlots, des tronçons court-circuités ou des affluents, avec un fonctionnement différent du fleuve en lui-même). Ces sites présentent des problématiques similaires, les habitats et espèces étant souvent identiques. De plus, à l'époque de l'élaboration du document, les sites étaient tous reliés entre eux par une zone tampon identique, qui n'apparaît malheureusement plus aujourd'hui dans la vallée.

On peut aussi remarquer que le Roubion et la Drôme n'ont pas été pris en intégralité dans le site. Le Roubion présente en amont une géomorphologie différente du reste du cours d'eau, ce qui entraînait un fonctionnement, et par conséquent, des biotopes différents. La Drôme quant à elle n'a pas été prise sur tout son linéaire car elle est chenalisée en amont et ne s'étale donc pas dans la plaine alluviale. De plus, des oppositions se sont fait sentir localement, la limite du site a donc été restreinte aux limites de la réserve naturelle des Ramières déjà en place.

Les objectifs territoriaux ont permis eux d'adapter à chaque tronçon les objectifs généraux de préservation souhaités sur l'intégralité du site. Les principales mesures restent :

- l'optimisation des débits réservés dans les tronçons court-circuités du Rhône et des débits d'étiages dans la Drôme et le Roubion.
- une gestion plus traditionnelle des forêts alluviales.
- la restauration des annexes hydrauliques sur tout le site, au niveau quantitatif et qualitatif.

Ce site présente déjà deux réserves naturelles (une sur le Rhône et une sur la Drôme) et des mesures de gestion avaient déjà été engagées avant l'élaboration du DOCOB : SAGE de la Drôme, Plan d'action du Rhône, Plan Migrateurs... La création d'une zone Natura 2000 semblait donc peu utile au vu des différentes mesures déjà mises en place ou à venir. La démarche Natura 2000 a pourtant engendré une approche plus globale au niveau des différents tronçons et a permis d'aborder plus de problématiques. Elle a aussi permis de prendre en compte un plus grand nombre d'espaces

naturels, elle a apporté des moyens financiers plus importants et a permis de développer le contact avec les acteurs locaux.

La multiplicité des acteurs présents dans la vallée du Rhône a aussi joué un rôle important dans la définition des actions à mener (CNR, propriétaires riverains, Agence de l'Eau...). Ainsi, les différents enjeux ont été pris en compte. Cependant, on peut penser que la présence de multiples acteurs pourra créer des problèmes au niveau de l'application des actions prescrites dans le document.

La coordination entre les différents opérateurs est assurée aujourd'hui par le chargé de mission. Il se charge de faire le lien entre l'Etat et les acteurs locaux, notamment pour l'élaboration des contrats Natura 2000 avec les propriétaires forestiers. Cependant le manque d'opérateurs locaux gêne la gestion durable du site. Certains propriétaires se sentent encore peu concernés et ne s'intéressent pas trop à la démarche, malgré une campagne d'informations régulière.

La mise en place d'un tel site sur la vallée a quand même eu un certain impact sur la gestion globale de la plaine alluviale. Certains agriculteurs, motivés par le projet, ont accepté de remplacer leurs cultures de maïs par d'autres cultures, plus en accord avec le site. Certains propriétaires de forêts alluviales se sont également bien investis dans la gestion de leur parcelle, inscrite dans le site.

Aucune proposition spécifique n'a été réalisée pour les espèces et souvent leur localisation sur le site a été difficile. C'est le cas d'ailleurs pour de nombreux sites Natura 2000. Les habitats d'espèces sont souvent moins bien connus et les actions sont donc difficiles à élaborer, particulièrement pour les espèces de poissons.

Les habitats des espèces sont de manière générale difficiles à cartographier, d'autant plus si le site est étendu. Aucune étude de terrain n'a été réalisée faute de temps et de moyens. Les sources de données ont donc été les études bibliographiques antérieures et les données personnelles des chercheurs impliqués dans la réalisation du document. La répartition a souvent été difficile à cerner.

D'autres espèces, dont la présence était incertaine sur le site, n'ont pas été cartographiées. Il s'agit de la loutre (*Lutra lutra*), de la cistude (*Emys orbicularis*), de l'esturgeon commun (*Acipenser sturio*), de la lamproie marine (*Petromizon marinus*) et de la lamproie fluviatile (*Lampetra fluviatilis*).

De nouvelles campagnes de mesure sur le terrain avaient été prévues concernant les espèces piscicoles mais une seule a été réalisée, les crédits n'étant pas suffisants et difficiles à justifier pour ces espèces. Ce problème paraît étendu à plusieurs sites et les poissons ne semblent pas être gérés au mieux, même si les actions menées sur les habitats favorisent leur préservation.

La présence d'espèces d'oiseaux citées dans la directive Oiseaux a été identifiée, mais elles n'ont pas été prises en compte dans le document d'objectifs car elles ne faisaient pas partie du contrat Life. Par ailleurs, aucune ZPS n'est prévue à ce jour pour ces espèces du fait de la situation difficile au niveau local avec les chasseurs notamment, et du faible intérêt du site par rapport à d'autres. Cependant même si cette zone supplémentaire n'est pas souhaitée, les espèces sont tout de même favorisées par la gestion des habitats pris en compte dans le DOCOB.

L'élaboration du document d'objectifs a été rendue difficile par les oppositions qui sont apparues. Initialement, avant l'élaboration du DOCOB, de nombreux groupes se sont opposés au niveau national et par principe contre le réseau Natura 2000. Lors de l'élaboration, des oppositions sont apparues au niveau des élus et de certains acteurs. Au fil des réunions cependant, certaines tensions sont retombées devant l'enjeu et l'intérêt que représentait la création d'un tel site.

La mise en place de toutes les actions préconisées dans le document d'objectifs permettrait réellement la réhabilitation de ces tronçons, mais demandera beaucoup de moyens financiers et humains, et surtout une réelle coopération de l'ensemble des partenaires locaux et institutionnels.

Même si certaines actions ont déjà pu être appliquées, il est encore trop tôt pour savoir si une gestion durable est possible sur ce site, aux multiples acteurs et enjeux.

Pour le **site de la Durance et du Guil**, l'approche des habitats aquatiques a été différente puisqu'elle s'est faite par activités humaines. Ripisylve et habitats aquatiques ont aussi été distingués, même si certaines propositions se rejoignent, ce qui donne peut-être à première vue un ensemble moins cohérent que pour le Rhône.

Le site se situe en tête de bassin, dans la partie encore préservée de la Durance, malgré les nombreux aménagements hydroélectriques. La délimitation du site a été réalisée d'après les ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique) déjà existantes. Le site se situe en zone périphérique du Parc National des Ecrins et traverse d'est en ouest le Parc Naturel Régional du Queyras. Cette concentration de zones protégées sur un même secteur géographique n'est pas toujours très bien acceptée par la population locale.

Il est cependant dommage que les sources des deux cours d'eau n'aient pas été incluses dans le site. En effet, la problématique principale de ce site était les pelouses sèches, abondantes dans la vallée et caractéristiques des versants calcaires. Les milieux associés au cours d'eau n'ont donc pas été le fil conducteur du site et n'ont pas été l'objectif prioritaire des opérateurs.

Les actions envisagées sur le cours d'eau restent donc peu abondantes, comparées à certains autres milieux du site.

Les usages de l'eau sur la Durance et le Guil sont nombreux et concernent des activités économiques importantes sur le site, d'où peut-être une volonté de favoriser d'autres actions que celles préconisées pour le cours d'eau. Cependant, une hiérarchisation des actions concernant les habitats a placé les rivières dans les premières places, ce qui leur confère une priorité d'action sur le site.

La délimitation des habitats d'espèces a là aussi été très difficile et parfois aléatoire du fait du peu d'études approfondies. La liste des espèces est le résultat des inventaires de terrain et de bibliographie. Cet inventaire n'est donc pas exhaustif car la zone d'étude n'a pas été finement prospectée étant donné l'étendue du site, le temps et les moyens impartis.

La connaissance des populations piscicoles reste actuellement incomplète. Des opérations de pêche électrique au niveau de plusieurs stations représentatives devront ainsi être effectuées.

Le suivi des habitats liés au cours d'eau reposera essentiellement sur l'analyse de l'évolution de deux milieux :

- la ripisylve, qui reflète la dynamique du cours d'eau
- les adoux, qui présentent un rôle biologique marqué pour le peuplement piscicole.

Le suivi des milieux aquatiques, de manière plus approfondie, ne se fera que dans le cadre du suivi des populations d'écrevisses.

La coordination entre les différents acteurs sera assurée par un animateur sur chaque site (le département des Hautes-Alpes présente plusieurs sites, souvent complémentaires les uns des autres). Il existera donc plusieurs structures animatrices. Un réseau informel s'est créé au sein du département pour assurer la coordination entre les différents sites.

La mise en place du réseau Natura 2000 se fera principalement grâce à l'élaboration des contrats Natura 2000, pour l'entretien des ripisylves notamment. Un document d'application a été écrit en plus du document d'objectifs afin de permettre la rédaction et la mise en place des contrats Natura 2000. La multiplication de contrats de rivières est aussi envisagée pour permettre l'application des propositions établies dans le document d'objectifs en faveur des cours d'eau.

La démarche Natura 2000 a permis d'engager les premières discussions, surtout avec les communes concernées. Cependant, les problèmes de communication, de mauvaise perception des choses, et les problèmes administratifs n'ont pas favorisé le bon déroulement de l'opération sur le site. Les opérateurs du site comptent beaucoup sur les contrats Natura 2000 pour améliorer le processus.

Ainsi, ces deux documents présentent une vision du cours d'eau et une gestion différentes. Sur le Rhône, c'est véritablement le fleuve et sa plaine alluviale qui ont été l'objet du site et les propositions ont été élaborées dans ce sens. Une certaine volonté de continuité et de transversalité entre les objectifs a aussi été développée.

Au contraire, le site de la Durance laisse apparaître des propositions beaucoup moins développées et axées sur les cours d'eau. La démarche Natura 2000 ne suffit donc pas dans ce cas à la gestion du cours d'eau et les opérateurs souhaitent développer cette gestion par le biais d'autres documents, comme les contrats de rivière, peut-être plus adaptés à la situation locale.

Dans les deux cas, les espèces ont été difficilement évaluées et leur prise en compte a donc été difficile. De plus, les oppositions à la mise en place du réseau ont ralenti la concertation au niveau local.

2) COHERENCE ENTRE NATURA 2000 ET LES DOCUMENTS EXISTANTS OU A VENIR

La situation dans laquelle sont apparus les deux sites que j'ai étudiés a aussi été complètement différente à de nombreux points de vue.

Sur le site du Rhône, de nombreux programmes étaient déjà en cours et intégraient des préoccupations de préservation du patrimoine naturel. Ces programmes ont évidemment fait partie intégrante de la politique de conservation des habitats et des espèces à venir sur les sites.

Le site englobe deux réserves naturelles fluviales dont le but est de préserver la biodiversité de ces sites. Ces RN jouent et joueront un rôle important pour le maintien des habitats et des habitats d'espèces d'intérêt européen.

Au niveau de l'île de la Platière et de la plaine alluviale alentour, la situation de plus en plus préoccupante de la nappe phréatique et des espaces naturels est à l'origine d'une prise de conscience des acteurs locaux en faveur d'une réhabilitation du tronçon court-circuité du Péage de Roussillon. La démarche était bien engagée au moment de la rédaction du DOCOB.

Le document du SAGE de la Drôme, issu d'une longue réflexion des acteurs locaux à propos de la gestion de la rivière (le SAGE prend en compte un territoire plus vaste que celui du site Natura 2000), propose un certain nombre d'actions en faveur du patrimoine naturel et notamment du maintien du fonctionnement naturel de la rivière.

Un Schéma d'aménagement du Roubion était en cours d'élaboration lors de la mise en place du site Natura 2000 afin de permettre un aménagement et une gestion concertée de la rivière. Une collaboration efficace entre les deux opérateurs a permis d'aboutir à des propositions cohérentes entre les deux documents de planification. La prise en compte des exigences de la directive Habitats dans le schéma d'aménagement est donc acquise.

La Compagnie Nationale du Rhône est concernée au premier plan par le site de la Moyenne vallée du Rhône. Un partenariat efficace était donc nécessaire au bon fonctionnement du site. Avec son Plan Environnement, la CNR met en avant une politique environnementale et entend contribuer à la promotion d'un développement durable de la vallée. De nombreuses actions proposées dans le DOCOB sont donc issues de la collaboration avec la CNR.

La reconquête des axes de migration piscicole sur le bassin du Rhône a fait l'objet de nombreuses réflexions, depuis le Schéma à Vocation Piscicole du Rhône jusqu'au Plan d'action Rhône et le SDAGE. Un Plan Migrateurs a donc été élaboré par l'ensemble des partenaires concernés, visant à favoriser la reconquête de l'axe de migration rhodanien. Conjugué à des programmes de réhabilitation des Vieux-Rhône, ce Plan pourrait contribuer à restaurer des populations significatives des espèces migratrices.

(Pissavin, 1998)

Ainsi de nombreux documents existaient déjà. Le DOCOB s'est donc appuyé sur ces documents pour la définition des objectifs sur le site. Certains objectifs et/ou actions définis dans le document pourront d'ailleurs être mis en œuvre au travers de ces programmes.

Le SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse a aussi été consulté et le DOCOB s'est mis en cohérence avec les principes cités. Certains objectifs ont d'ailleurs été repris localement.

Il en est de même pour le SAGE de la Drôme, dont quelques points sont à appliquer sur le site Natura 2000 (cf. objectifs territoriaux pour la gestion de l'hydrosystème). Leur mise en place devrait d'ailleurs être assurée dans le cadre du contrat de rivière Drôme.

Le Schéma d'Aménagement du Roubion, qui a été associé à l'élaboration du DOCOB, aurait dû permettre la mise en œuvre des actions préconisées pour le Roubion. Malheureusement, la volonté des élus n'a pas été suffisante et le document est donc resté en suspens depuis.

Le document d'objectifs consacre également une partie sur la mise en cohérence des politiques publiques, le but étant d'assurer la cohérence des documents de planification en vigueur sur le site et des politiques publiques.

Ainsi, il est prévu d'harmoniser au niveau de chaque site Natura 2000 les classements des espaces naturels dans les documents d'urbanisme des différentes communes. Les forêts alluviales devront être inscrites en Espaces Classés Boisés des POS (Plan d'Occupation des Sols) afin d'assurer leur pérennité.

Les documents de planification qui s'appliquent ou s'appliqueront au site devront également prendre en compte les principes de gestion durable des milieux naturels énoncés dans le DOCOB.

Ainsi, il est important pour la gestion durable des sites que ceux-ci s'inscrivent dans des documents tels que les SAGE, contrats de rivière, schéma d'aménagement. Ces documents, ayant souvent pour unité géographique le bassin versant, permettent d'intégrer les sites dans un cadre plus large et permettent une certaine cohérence entre sites Natura 2000 et gestion du bassin versant.

Pour la Durance, la démarche s'est passée différemment puisque il existait peu de documents de planification déjà en place. Certains se sont développés après l'élaboration du DOCOB et ont donc dû prendre en compte les objectifs du site Natura 2000 dès leur mise en œuvre.

Le contrat de rivière du Guil, établi par le Parc Naturel Régional du Queyras, a débuté en même temps que l'élaboration du site Natura 2000. Certaines actions sont donc conjointes aux deux documents.

Il n'existe aucun SAGE pour les deux cours d'eau. Cependant, la Durance est une des priorités de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur pour ces prochaines années. De nombreuses études ont déjà été réalisées et un Plan Durance, qui serait similaire au Plan Loire grande nature, est en projet.

Lors de l'élaboration du document d'objectifs, certains documents de planification existants ont été étudiés : schémas d'urbanisme (POS), Plan d'Exposition aux Risques, Plan d'Aménagement Forestier, Zones de Protection contre les risques naturels...

Certaines actions pourront d'ailleurs être réalisées par le biais de ces documents : le Schéma Départemental des Carrières devra prendre en compte la partie « matériaux alluvionnaires » concernant la gestion des habitats aquatiques, les propositions envisagées sur l'assainissement seront prises en compte dans le Programme d'Assainissement Départemental, certains secteurs de ripisylves devront être classés EBC (Espaces Classés Boisés) au POS et devront être pris en compte dans l'aménagement du territoire de chaque commune... Une mise en cohérence des politiques d'aménagement et des actions reste donc quand même importante.

Des protections ponctuelles par arrêtés de biotope sont également prévues pour les adoux. Ces arrêtés permettront à la fois le maintien de ces milieux particuliers, mais également la protection des populations d'écrevisses, abondantes dans ces milieux annexes au cours d'eau.

D'une manière générale, la démarche Natura 2000 n'a pas trop renforcé la problématique sur les rivières et n'est pas considérée pour l'instant comme le meilleur outil de gestion de la rivière. Certaines actions seront certainement mises en place par le biais du contrat de rivière du Guil, mais il manque sur ce site un certain nombre de programmes et de structures, comme nous l'avons vu pour le Rhône, pour permettre le bon fonctionnement global du site.

La démarche Natura 2000 a donc permis dans les deux cas une harmonisation des documents de planification existants.

Cependant, la gestion coordonnée à l'échelle du bassin versant apparaît plus nettement sur le site du Rhône où de nombreux documents étaient déjà élaborés, que sur la Durance où leur émergence est pour l'instant difficile.

La présence de documents tels que les SAGE ou contrats de rivière permettent entre autre une meilleure application des propositions réalisées dans le document d'objectifs.

Conclusion

Ce rapport m'a permis de comprendre comment fonctionne le réseau Natura 2000 et comment les sites liés aux milieux aquatiques sont répertoriés et gérés.

Les propositions réalisées pour chaque site dépendent des personnes s'occupant des documents d'objectifs. Ainsi, sur certains sites, la ripisylve sera privilégiée au cours d'eau, ou inversement. Il en est de même pour les actions proposées pour les espèces. De plus, les habitats d'espèces aquatiques sont en principe difficiles à gérer et certains préfèrent les occulter ou les intégrer à d'autres propositions plutôt que de les traiter séparément.

La gestion des sites aquatiques semble complexe puisqu'il est difficile de dissocier chaque milieu. En effet, ils dépendent du fonctionnement de la rivière et interagissent entre eux. De plus, la directive a placé les habitats d'eau douce comme non prioritaires alors que certaines forêts alluviales sont citées comme prioritaires. Ceci implique une intervention au niveau des sites plus en faveur des ripisylves que des habitats aquatiques.

Pour les sites fluviaux, il est impératif de prendre en considération tous les documents de planification et d'orientation existants que sont les SDAGE, SAGE, contrats de rivière, POS... La cohérence entre ces différents documents permet une meilleure gestion du cours d'eau sur le site mais aussi à une échelle plus importante, comme le bassin versant.

Natura 2000 permet donc, indirectement, de relier les documents entre eux en faveur d'une gestion durable du cours d'eau et de ses annexes.

La mise en place de ce réseau a engendré de nombreuses réticences de la part de plusieurs groupes. Ces réticences n'arrangent en rien les discussions au niveau local et ralentissent souvent le processus de concertation.

Une centralisation des données de ce réseau au niveau national permettrait sans doute une meilleure coordination entre les différents sites et favoriserait la mise en place des futurs documents d'objectifs.

Natura 2000 m'est apparu comme un outil permettant de pointer les problèmes avant tout. D'outil de gestion de la biodiversité, il est devenu dans une certaine limite un outil d'aménagement du territoire.

Cependant, si la démarche paraît intéressante et favorable à la gestion de la faune et de la flore à long terme, elle semble difficile à mettre en place du point de vue social et psychologique car elle nécessite des changements d'habitudes. Les élus semblent émettre de fortes réticences en raison du taux de participation financier qui leur sera demandé dans le cadre de ce réseau. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre en cohérence les politiques d'aménagement et les actions pour s'assurer d'une meilleure efficacité et d'une économie de moyens.

Ce réseau nécessite donc une forte volonté politique et la France semble avoir beaucoup moins d'ambition à ce niveau. Peu de documents émergeront en 2003 malgré le retard qu'a pris la France sur ce réseau, tant sur la désignation des sites que sur la mise en place des documents d'objectifs.

Ce projet m'a permis également de redécouvrir certains milieux et particulièrement le Rhône, souvent trop considéré comme un fleuve canalisé et industrialisé, mais qui possède encore, comme le montre ce rapport, des sites tout à fait intéressants et qui méritent d'être sauvegardés.

Même si la démarche Natura 2000 présente donc des inconvénients et pose certains problèmes, elle permet pourtant une prise de conscience générale des problèmes qui se posent à la préservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire.

Cependant, concernant les milieux fluviaux, la France possède déjà des outils comme les contrats de rivière ou les SAGE qui permettent une gestion efficace des cours d'eau. Ces mesures sont parfois mieux acceptées et mieux adaptées au contexte local (puisqu'elles émergent d'une volonté locale) que les sites Natura 2000 où le caractère « obligatoire » du réseau peut bloquer les discussions et où la démarche n'est pas toujours la plus adéquate à la gestion des rivières.

Bibliographie

➤ Les sites Internet

Ministère de l'environnement : <http://environnement.gouv.fr>

Natura 2000 : <http://natura2000.gouv.fr>

Légifrance : <http://legifrance.gouv.fr>

Espaces naturels : <http://www.espaces-naturels.fr>

Journal Officiel de la République Française : <http://www.journal-officiel.gouv.fr>

Commission Européenne – Direction générale Environnement :

<http://www.europa.eu.int/comm/environnement>

Union Européenne : <http://www.europa.eu.int>

➤ Les ouvrages cités

DROUOT E. 1998. « *Programme Life - Document d'objectifs Natura 2000 – Site vallées de la Haute Durance et du Guil - Tome 1 : état des lieux, stratégies et actions* ». Conservatoire Botanique National Alpin de Gap-Charance, 186 pages.

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT. 2002. « *Dossier : les 10 ans de Natura 2000* ». La lettre du hériçon, Octobre 2002, n°205, 24 pages.

LAVOUX T. et al. 1993. « *Pour une nature mieux protégée* ». Ministère de l'Environnement, Direction de la Nature et des Paysages, Paris, 16 pages.

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT. 1999.(1) « *10 questions, 10 réponses – Directive Habitats, vers le réseau Natura 2000* ». Paris, 19 pages.

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT. 2002.(2) « *10 questions, 10 réponses - Natura 2000* ». Paris, 23 pages.

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT. 2002.(3) « *Natura 2000, des contrats pour agir* ». Paris, 8 pages.

MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE. 2002. « *Cahiers d'habitats Natura 2000 – Tome 3 : Habitats humides* ». Paris, La Documentation Française, 457 pages.

PISSAVIN S. 1998. « *Document d'objectifs Natura 2000 – Moyenne vallée du Rhône et basses vallées de la Drôme et du Roubion – Volume 2 : objectifs et actions* ». Association des Amis de la Réserve Naturelle de l'île de la Platière, 87 pages.

VALENTIN-SMITH G. et al. 1998. « *Guide méthodologique des documents d'objectifs Natura 2000* ». Réserves Naturelles de France / Atelier Technique des Espaces Naturels, Quétigny. 144 pages.

➤ Les ouvrages consultés

DROUOT E. 1998. « *Programme Life - Document d'objectifs Natura 2000 – Site vallées de la Haute Durance et du Guil - Tome 2 : annexes* ». Conservatoire Botanique National Alpin de Gap-Charance, 180 pages.

DROUOT E. 1999. « *Programme Life - Document d'objectifs Natura 2000 – Site vallées de la Haute Durance et du Guil - Tome 3 : document de synthèse* ». Conservatoire Botanique National Alpin de Gap-Charance, 73 pages.

- PISSAVIN S. 1998. « *Document d'objectifs Natura 2000 – Moyenne vallée du Rhône et basses vallées de la Drôme et du Roubion – Volume 1 : état de référence du site* ». Association des Amis de la Réserve Naturelle de l'île de la Platière, 61 pages.
- PISSAVIN S. 1998. « *Document d'objectifs Natura 2000 – Moyenne vallée du Rhône et basses vallées de la Drôme et du Roubion – Volume 3 : atlas du site* ». Association des Amis de la Réserve Naturelle de l'île de la Platière, 91 pages.
- MICHELOT J-L. 1995. « *Gestion patrimoniale des milieux naturels fluviaux* ». Réserves Naturelles de France / Atelier Technique des Espaces Naturels, 67 pages
- MICHELOT J-L, CHIFFAUT A. 2002. « *La mise en œuvre de Natura 2000 – Guide technique* » Réserves Naturelles de France / Atelier Technique des Espaces Naturels, document provisoire.

Table des matières

Sommaire	1
Table des illustrations	2
Résumé	3
Glossaire	4
Introduction	5
 A. Le réseau Natura 2000	 6
1) QU'EST-CE QU'UNE DIRECTIVE EUROPEENNE ?	6
2) LA DIRECTIVE OISEAUX	6
3) LA DIRECTIVE HABITATS	7
4) NATURA 2000	11
5) LES DOCUMENTS D'OBJECTIFS	13
 B. Natura 2000 et les milieux aquatiques	 15
1) PRESENTATION DES SITES	16
1.1 La moyenne vallée du Rhône et basses vallées de la Drôme et du Roubion	16
1.2 Les vallées de la Haute Durance et du Guil	21
2) QUE PROPOSE-T-ON DANS UN DOCUMENT D'OBJECTIFS ?	24
3) LES PROPOSITIONS DU SITE « MOYENNE VALLEE DU RHONE ET BASSES VALLEES DE LA DROME ET DU ROUBION »	25
3.1 Gestion de l'hydrosystème	25
3.1.1 Objectifs transversaux	25
3.1.2 Objectifs territoriaux	25
3.1.2.1 Préserver et/ou restaurer le caractère humide des milieux riverains du Rhône	25
3.1.2.2 Retrouver un fleuve vif et courant	26
3.1.2.3 Préserver et/ou restaurer un paysage typique rhodanien	26
3.1.2.4 Maintenir un débit d'étiage	26
3.1.2.5 Conserver et/ou restaurer le fonctionnement naturel des rivières	27
3.2 Gestion des habitats naturels	27
3.2.1 Objectifs transversaux	28
3.2.1.1 Promouvoir une approche « sylvi-environnementale » des forêts alluviales privées	28
3.2.1.2 Mener une politique de gestion conventionnelle des forêts alluviales	28
3.2.2 Objectifs territoriaux	29
3.2.2.1 Intégrer la préservation des habitats naturels et habitats d'espèces dans la gestion des espaces riverains du cours d'eau	29
3.2.2.2 Maintenir et/ou restaurer les habitats aquatiques dans un état de conservation favorable	29
3.3 Gestion des espèces d'intérêt patrimonial	31
4) LES PROPOSITIONS DU SITE « VALLEES DE LA HAUTE DURANCE ET DU GUIL »	33
4.1 Mesures de gestion, préservation et restauration des cours d'eau et habitats aquatiques	33
4.2 Mesures de préservation et de restauration des espèces aquatiques	35

4.3 Mesures de préservation et de restauration de la ripisylve et des milieux associés aux cours d'eau.....	35
C. La gestion des sites Natura 2000 comportant des milieux aquatiques.....	38
1) ANALYSE DES PROPOSITIONS DES DOCUMENTS ETUDIES.....	38
2) COHERENCE ENTRE NATURA 2000 ET LES DOCUMENTS EXISTANTS OU A VENIR.....	42
Conclusion.....	45
Bibliographie.....	47
Table des matières.....	49
Liste des annexes.....	51

Liste des annexes

- **Annexe n°1** : Texte de la Directive Oiseaux
- **Annexe n°2** : Texte de la Directive Habitats
- **Annexe n°3** : Fiches des habitats génériques d'eau douce cités dans le rapport (d'après le cahier d'habitats milieux humides)
- **Annexe n°4** : Fiches des habitats génériques forestiers cités dans le rapport (d'après le cahier d'habitats milieux forestiers)